

COMMISSION ADMINISTRATIVE
DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
TABLE DES MATIÈRES

Demandes de renseignements généraux	1
1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015	3
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015 (...)	4
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère et organisme	5
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)	7
5. La liste des dépenses en formation de communication	8
6. La liste des dépenses en formation de communication pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés	9
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015	10
8. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme	20
9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics	22
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015	23
11. Pour chaque ministère et organisme, fournir pour 2014-2015 le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère	24
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère (...)	25
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses ciblées (photocopie, mobilier, aménagement, distributeur d'eau, frais, etc.)	29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
TABLE DES MATIÈRES

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie	30
15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 :	
a. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) – 35 ans et plus;	32
b. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) – 35 ans et moins;	33
c. le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	34
d. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	35
e. le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);	36
f. le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	37
g. le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;	38
i. le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	39
j. l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);	40
k. l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	41
l. le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	42
m. le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).	43
16. Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :	
b. le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	44
c. le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées;	45
d. le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	46

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
TABLE DES MATIÈRES

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015	47
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés	48
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015	49
20. Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme	50
21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère	51
24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres	52
25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015	53
26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre	54
27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels) (...)	55
28. Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs	56
29. Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec	57
30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 (...)	58
31. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015	59
34. Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent	60
36. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement	61
37. Pour chaque ministère et organisme, fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le montant total des primes au rendement et des bonis	62

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
TABLE DES MATIÈRES

38. Pour chaque ministère et organisme, fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat	63
40. Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée	64
42. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	65
48. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics	66
49. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (...)	67
50. b. Pour chaque ministère et organisme, fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu	68
51. Pour chaque ministère et organisme, fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme	69
53. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable	70

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
TABLE DES MATIÈRES

Demandes de renseignements particuliers – Opposition officielle	71
1. Depuis 2008, présenter l'évolution annuelle du nombre de plaintes adressées à la CARRA et spécifier leur cause principale	73
2. Concernant le bureau de la présidence : nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents; liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents	74
3. Liste de tous les comités interministériels dont fait partie la CARRA	75
4. Liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant leur poste et leur rémunération	77
5. Liste des membres du conseil d'administration qui ont été nommés ou qui ont vu leur mandat renouvelé	79
6. Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des trois dernières années	80
7. Liste de tous les régimes administrés par la CARRA (nombre de participants actifs et retraités; taux de capitalisation)	81
8. Parmi les régimes de retraite administrés par la CARRA, combien sont en déficit à l'heure actuelle?	82
9. La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite	82
10. Parmi les régimes de retraite administrés par la CARRA, combien ont des surplus à l'heure actuelle?	82
11. La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime de retraite	82
12. Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis le 7 avril 2014 en lien avec des modifications possibles aux régimes de retraite administrés par la CARRA, notamment sur le plan du partage des coûts et de l'augmentation de l'âge de départ à la retraite	86
13. Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis 2009-2010, par année financière, par ou pour la CARRA	87
14. Bilan du Plan stratégique 2012-2015	88
15. Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la publication d'un nouveau plan stratégique.	89
16. Échéancier pour la présentation d'un nouveau plan stratégique	89

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE L'OPPOSITION
TABLE DES MATIÈRES

17. Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec les problèmes de double rémunération pour l'ensemble de la fonction publique	90
18. Nombre de cas répertoriés liés au phénomène de la double rémunération	90
19. Nombre de saisies et de réductions de rente effectuées par la CARRA depuis 2009-2010	91
20. Nombre d'erreurs de traitement de dossier depuis 2009-2010	92
21. Liste des projets informatiques depuis 2005	93
22. Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec une fusion possible de la CARRA avec la Régie des rentes	94
23. Depuis 2005, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres)	95
 Demandes de renseignements particuliers – Deuxième groupe d'opposition	 109
119. Évolution annuelle du nombre de plaintes à la CARRA depuis 2005	111
120. Évolution du nombre de consultants informatiques à la CARRA depuis 2005	112

COMMISSION ADMINISTRATIVE
DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX



ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 1 - Voyages hors Québec

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Simon Lavoie-Deraspe	Ottawa	Cours et examen de l'Institut canadien des actuaires	2014-05-31 à 2014-06-04	1 125,93
François Hallée	Regina	Forum canadien des régimes de retraite	2014-08-17 à 2014-08-20	1 348,71
Simon Lavoie-Deraspe	Vancouver	Fellowship admission course : Cours obligatoire pour l'obtention du statut de fellow de la Society of Actuaries	2014-08-26 à 2014-09-01	1 692,10
Rany Khuong (Comité de retraite du RREGOP)	Gatineau (hébergement à Ottawa)	20 ^e Conférence régionale de l'Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux (ICRA)	2014-09-07 à 2014-09-10	456,05
François Hallée	Ottawa	Rencontre des régimes de retraite fédéral et provinciaux	2014-11-30 à 2014-12-01	805,27
			Total 2014*	5 428,06

* Données du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 (année financière CARRA).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 2 – Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2014-2015:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

ITINÉRAIRE	DATE DE DÉPART	DATE DE RETOUR	COÛT
Aucun voyage fait par le président-directeur général.			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 3 - Publicité, articles promotionnels et commandites

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016; les noms des firmes de publicité retenues; la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

2014-2015

Rencontre annuelle – Alliance des cadres de l'état (15 mai 2014)

Montant : 2 000 (stand d'information)

But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Soutien financier - Assemblée générale annuelle de l'Association québécoise des retraité(e) s des secteurs public et parapublic (AQRP) (12 juin 2014)

Montant : 500

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès des clientèles visées

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Placement publicitaire – programme - Colloque de la Fédération des commissions scolaires du Québec (12 et 13 juin 2014)

Montant : 2 000 (stand d'information)

But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Fabrication et distribution d'épinglettes à certains membres du personnel de la CARRA

Montant : 1 091,13

But visé : Fournir aux membres du personnel de la CARRA qui font de la représentation une épinglette afin d'assurer le rayonnement de la CARRA auprès des clientèles visées

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : Promodynamique – contrat négocié

Placement publicitaire – entrevue avec le PDG dans le journal de l'Association des employées et employés du gouvernement du Québec (octobre 2014).

Montant : 1 455

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès de la clientèle du réseau de la fonction publique

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Bandeau publicitaire sur la plateforme de téléapprentissage de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) Mistral (septembre, octobre et novembre 2014)

Montant : 1 800

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès de la clientèle du réseau de la santé

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Publicité d'une demi-page – Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ)- magazine *Perspective Infirmière* (octobre 2014).

Montant : 2 800

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès de la clientèle du réseau de la santé

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 3 - Publicité, articles promotionnels et commandites

<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : la ventilation des sommes dépensées pour 2014-2015, et les prévisions pour 2015-2016; les noms des firmes de publicité retenues; la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.</p>
<p>Placement publicitaire – Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) - magazine <i>Savoir</i> (septembre 2014) Montant : 1 000 But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès de la clientèle du réseau de l'éducation Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A</p> <p>Placement publicitaire dans le quotidien francophone AMEQ en ligne dédié à l'éducation (septembre, octobre et novembre 2014). Montant : 3 850 But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès de la clientèle du réseau de l'éducation Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A</p> <p>Conception d'un nouveau visuel pour les communications internes et externes de la CARRA (octobre 2014) Montant : 19 500 But visé : améliorer le visuel des communications internes et externes de la CARRA Fournisseur et mode d'octroi du contrat : LG2 – appel d'offres sur invitation</p> <p>Congrès annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (3 et 4 novembre 2014) Montant : 3 631 (stand d'information et visibilité) But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès de la clientèle du réseau de la santé et informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A</p> <p>Séance photos avec certains employés de la CARRA (décembre 2014) Montant : 944 But visé : Mettre à l'avant-plan l'image de certains employés pour faire connaître le nouveau visuel de la CARRA aux membres du personnel Fournisseur : Frédéric Lavoie Photographe – contrat négocié</p> <p>Tournage de capsules promotionnelles pour le Programme d'information et de sensibilisation à la retraite (décembre 2014) Montant : 3 110 But visé : Positionner la CARRA comme la ressource par excellence en ce qui a trait aux services de préparation à la retraite pour les régimes qu'elle administre. Présenter des témoignages de satisfaction. Fournisseur et mode d'octroi du contrat : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale – contrat négocié</p> <p>Congrès de l'Association québécoise des enseignantes et enseignants du primaire (11 et 12 décembre 2014) Montant : 1 370 (stand d'information) But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A</p>
<p style="text-align: right;">Total pour 2014-2015 : 45 051</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 4 - Conférences de presse, événements

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel, ou l'organisme : les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016 ventilées par type d'événement; le but visé par chaque dépense; le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par une firme externe : les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; le nom du professionnel ou de la firme de publicité; la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; le but visé par chaque dépense; le nombre total et la liste d'événements ventilé par type d'événement.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
Aucune dépense pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements pour l'année 2014-2015.			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 5 – Formation en communication

La liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisée par le ministère ou l'organisme</u> : les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016, ventilées par type d'événement; le but recherché par chaque dépense; nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <u>Organisée par une firme externe</u> : les sommes dépensées en 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016; le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; le but visé par chaque dépense; nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.			
Nom de la formation ou de l'activité	Fournisseurs	Coûts	But recherché
Formations organisées par la Direction des communications :			
Formation sur l'accessibilité Web pour les édimestres sectoriels de la CARRA	Direction des communications	0,00	Favoriser l'accessibilité Web des documents destinés au personnel et à la clientèle
Formations suivies par le personnel de la Direction des communications :			
Être plus stratégique dans vos rédactions – 1 participant	CSPQ	395,00	Apprendre les éléments clés d'une rédaction stratégique
Médias sociaux – Animation de communauté – 3 participants	Technologia Québec	1 185,00	Préparer un texte efficace et structuré qui s'ancre dans les objectifs d'affaires de l'entreprise et qui communique clairement les idées en fonction de l'auditoire
Gestion efficace du temps et priorités – 2 participants	Technologia Québec	1 590,00	Maîtriser les procédés stylistiques qui correspondent aux principes de lisibilité et de transférer ces connaissances dans ses écrits de manière à les rendre plus lisibles
Accessibilité Web: Word et PDF	Versalys	200,00	Créer des documents Word et PDF accessibles
Réussir ses entrevues avec les médias	Accent formation	593,05	Apprendre des techniques d'entrevue et savoir comment répondre aux questions des journalistes
Formation : « Attention, vos gestes vous trahissent »	CSPQ	295,00	Comprendre les mécanismes de la communication verbale et non verbale
Formation « Construire des ponts, l'art de négocier et persuader »	CSPQ	295,00	Apprendre à mieux négocier et à persuader nos interlocuteurs
Bâtir une stratégie de médias sociaux efficace	Éditions Info presse inc.	895,00	Comprendre les médias sociaux et les intégrer à votre plan de communication
Planifier la refonte ou l'optimisation d'un site Web	Technologia	395,00	Apprendre à élaborer une stratégie de médias sociaux
Rédiger avec facilité et efficacité	Université Laval	465,00	Maîtriser les cinq étapes de la démarche de rédaction, d'adapter cette démarche aux circonstances de sa pratique rédactionnelle et de réaliser des mandats rédactionnels de façon efficace
Les indicateurs de performance de la communication interne	UQAM	400,00	Mesurer l'efficacité de la communication interne au moyen d'une démarche d'évaluation rigoureuse et systématique
Formation sur la rédaction épïcène - 6 participants	Office québécois de la langue française	0,00	Apprendre à rédiger des documents de façon épïcène
XHTML, HTML et les feuilles de styles CSS2	Alias Formation inc.	2 002,50	Apprendre à créer et à gérer votre site Web

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 6 – Formation en communication pour personnel politique

La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016;
b) le but visé par chaque dépense.
c) la nature de la formation;
d) les personnes concernées.

Non applicable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 7 – Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	MANDAT	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Airmax Environnement	Évaluation de la qualité de l'air au 1035, de la Chevrolière	1 110,00	G
Alfid (Édifice 500 Grande Allée Est S.E.C.)	Travaux de rénovation du bureau du PDG à la suite d'un dégât d'eau (électricien, plombier, entretien ménager, mécanicien et maintenance)	4 632,96	G
Alfid (Édifice 500 Grande Allée Est S.E.C.)	Présence d'un technicien de Johnson Controls lors du test de la génératrice	1 340,90	G
Alfid (Édifice 500 Grande Allée Est S.E.C.)	Achat et installation d'un chauffe-eau de 5 gallons dans la salle de repos du 5 ^e du 475 St-Amable	1 828,50	G
Alfid (Édifice 500 Grande Allée Est S.E.C.)	Peinture dans les locaux 5,105, 7,505 et 7,500 du 475 St-Amable	2 072,30	G
Alfid (Édifice 500 Grande Allée Est S.E.C.)	Entretien de la génératrice	15 966,78	G
Alfid (Édifice 500 Grande Allée Est S.E.C.)	Surveillance et suivi des alarmes provenant de la CARRA à la console Métasys (2015)	1 223,30	G
Alliance des cadres de l'État	Kiosque pour l'évènement « Rencontre annuelle de l'Alliance des cadres de l'État » le 8 mai 2015	2 000,00	G
Alliance des professeures et des professeurs de Montréal	Colloque de l'Alliance les 19 et 20 mars 2015	1 563,10	G
André Lortie	Formation, encadrement et analyse des dossiers complexes (Demandes de réexamen)	23 100,00	G
Ateliers TAQ	Insertion automatique de 24 500 bulletins Coup d'œil RRPE	1 106,71	G
Auclair et Landry	Réparation de cloison incluant les fournitures d'atelier, la vidange, les frais de déplacement et la main-d'œuvre	1 351,57	G
BDO Canada	Accompagnement du bureau du PDG	9 600,00	G
Boulevard Toyota	Acquisition d'un véhicule Toyota Sienna 2011 pour la messagerie	12 700,00	G
Brassard buro	Acquisition de 5 casques d'écoute et de 2 téléphones de téléconférence	1 089,43	AOI
Cégep de Ste-Foy	Promouvoir le travail d'équipe	13 100,00	E
Clinique d'expertise médicale du Québec	Obtenir des opinions médicales concernant les demandes de prestation d'invalidité et de maladie en phase terminale	20 800,00	G
Coba	Contrat de maintenance du logiciel COBA	2 600,00	G
Cominar	Travaux de climatisation au 150 René-Lévesque (ajout d'une valve de climatisation et de chauffage, modification de la programmation et installation de 2 nouvelles boîtes de fin de course)	14 354,00	Locateur

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 7 – Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	MANDAT	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Cominar	Travaux de peinture au 8 ^e du 150 René-Lévesque	4 273,47	G
Consultations Morneau	Coaching de gestion de carrière	1 800,00	G
Coop Zone	Acquisition de 10 iPads	5 110,00	AOI
Copiexpress	Achat de 750 autocollants et de 750 blocs-notes pour la VPSC	1 629,00	AOI
Corporation EMC du Canada	Achat d'une licence et support annuel DiskTender	5 541,60	G
CSPQ	Travaux de réaménagement de 40 postes de travail les 13 et 15 juin 2014 incluant le retrait du câblage et la réinstallation du câblage des postes de travail	2 128,67	G-CSPQ
CSPQ	Achat de 67 cloisons basses	11 539,41	G-CSPQ
CSPQ	Achat de 22 classeurs deux tiroirs	7 003,26	G-CSPQ
CSPQ	Achat de 60 fauteuils de réunion	8 456,40	G-CSPQ
CSPQ	Achat de 10 fauteuils multitâches	1 825,00	G-CSPQ
CSPQ	Service en gestion intégrée des documents	16 800,00	E
CSPQ	Travaux de câblage (retrait du câblage des cloisons pour le remplacement du tapis et réinstallation)	1 430,92	G-CSPQ
CSPQ	Entente de service en conservation des documents technologiques	20 000,00	E
CSPQ	Achat de 35 poteaux d'ancrage pour cloisons basses	4 519,90	G-CSPQ
CSPQ	Transport et entreposage de 12 palettes d'enveloppes	2 552,80	G-CSPQ
CSPQ	Achat de 120 boîtes de 500 enveloppes de format E-137	2 973,38	G-CSPQ
CSPQ	Achat de 120 boîtes de 500 enveloppes de format E-231	3 494,57	G-CSPQ
CSPQ	Achat de 30 fauteuils	5 475,00	G-CSPQ
CSPQ	Entente de service de site Web faible complexité	3 000,01	E
CSPQ	Entente - Relais de courrier électronique	4 944,01	E
CSPQ	Achat d'un fauteuil	2 007,50	G-CSPQ

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 7 – Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	MANDAT	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
CSPQ	Frais achat mandaté - biens	20 304,32	G-CSPQ
CSPQ	Enveloppe E-232 (Relevé de participation)	13 852,30	G-CSPQ
Dell Software Canada	Renouvellement de 32 licences LiteSpeed Enterprise pour SQL server, support et maintenance jusqu'au 15 novembre 2015	6 600,00	G
Dell Software Canada	Licence Spotlight version 11	21 999,04	G
Dell Software Canada	Achat de moniteurs 21,5 pouces	20 452,50	G-CSPQ
Déménagement et transport Dolbec	Main-d'œuvre et transport le 19 mars 2014	1 116,05	G-CSPQ
Déménagement et transport Dolbec	Main-d'œuvre, transport et déplacement le 15 juillet 2014	1 138,29	G-CSPQ
Déménagement et transport Dolbec	Travaux d'aménagement du 12 janvier 2015	1 234,48	G-CSPQ
Déménagement et transport Dolbec	Aménagement au 140 Grande Allée le 16 janvier 2015	1 200,13	G-CSPQ
Diligent Board	Frais de souscription pour un service Web - Diligent Boardbooks jusqu'au 31 juillet 2015	22 793,00	G
DMP Sonorisation	Solution d'affichage dynamique	3 006,00	AOI
Ecmor	Achat de 34 modules MDVO RJ-45 bleus, 21 modules MDVO RJ-45 verts, 36 modules MDVO RJ-45 jaunes, 16 plaques de partition blanches, quincaillerie, main-d'œuvre et installation (travaux de câblage)	2 455,94	G
Ecmor	Installation de conduit ondulé et de 16 cordons	2 331,58	G
Egyde conseils Inc.	Audit en sécurité	8 438,00	AOI
ENAP	Développement d'un questionnaire d'entrevue	3 000,00	E
ENAP	Développement des compétences du Plan de mobilisation 2013-2015 auprès des chefs de division	24 000,00	E
Entreprises Goldcrest Ltée	Travaux d'électricité au 140 Grande Allée, 5 ^e étage	1 550,00	G
Entrust	Renouvellement du contrat de service pour les 11 certificats de sécurité servant à sécuriser nos communications à l'extérieur de la CARRA (Certificats Entrust)	5 282,68	G
Enveloppe Concept	Achat de 120 boîtes de 500 enveloppes E-137	2 160,00	AOI

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 7 – Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	MANDAT	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Enveloppe Concept	Achat de 80 boîtes de 500 enveloppes E-462	1 139,20	AOI
Enveloppe Concept	Achat de 200 boîtes de 500 enveloppes de format E-03	2 167,00	AOI
Équipement de restaurant Bouchard	Acquisition de 2 micro-ondes et réparation	1 491,00	G
Équipement de restaurant Bouchard	Achat de 3 micro-ondes	1 785,00	G
ESI Technologies de l'information	Brocade pour SAN via BIV	1 046,64	G
Extal	Installation de mobilier au 140 Grande Allée, phase 1 à 3, 1 ^{re} partie	2 505,00	G
Extal	Installation de mobilier au 140 Grande Allée, phase 3, 2 ^e partie	3 150,00	G
Extal	Déménagement et réaménagement du 140 Grande Allée le 8 octobre 2014	1 577,50	G
Extal	Réaménagement du 150 René-Lévesque le 12/12/2014	1 187,50	G
Folia design	Entretien des plantes d'intérieur	11 395,20	AOI
Forrester Research	Renouvellement de l'abonnement BT Role View Reader pour la période du 01-02-2015 au 31-01-2016	4 900,00	G
Fresche Solutions	Renouvellement des services de support technique, de mises à niveau et du transfert de licences pour le progiciel Media jusqu'au 30 avril 2015	2 568,75	G
Fujitsu Conseil Canada	Renouvellement du contrat de maintenance pour Macroscopie jusqu'au 30 juin 2015	6 353,24	G
GCI	Acquisition de 50 licences Gestion virtuelle et ajustement pour le soutien technique annuel les mois de novembre et décembre	5 150,00	G
GCI	Contrat de soutien technique annuel pour Gestion virtuelle et ajustement pour l'acquisition de licences	5 381,24	G
Gestion merx	Travaux de peinture de 3 bureaux au 475 St-Amable : 7.115, 5.500 et 5.215	1 750,00	G
Groupe TAC com	Outil de formation vidéo	13 480,00	G
IMDS Canada	Renouvellement du contrat de maintenance des 2 numériseurs Kodak	3 920,00	G
IMDS Canada	Maintenance sur le logiciel Ad'hoc IMM sur le serveur de production ainsi que sur les 4 serveurs de test	15 314,00	G
IMDS Canada	Renouvellement du contrat de maintenance des 9 numériseurs Fujitsu FI-6230	2 818,00	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 7 – Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	MANDAT	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Impressions Bourg-Royal	Impression de 250 rapports annuels de gestions 2013	7 169,00	AOI
Impressions Bourg-Royal	Impression de 1500 brochures Rachat de service (version française) et de 150 brochures en version anglaise	2 160,95	G
Impressions Bourg-Royal	Impression de 2600 brochures RREGOP	1 869,00	G
Impressions Bourg-Royal	Impression des bulletins RRPE (250 exemplaires en français et 25 exemplaires en anglais) et RREGOP (750 exemplaires en français et 150 exemplaires en anglais)	2 523,00	G
Impressions Bourg-Royal	Impression de brochures d'information	1 225,00	G
Impressions Luma	Impression de 5000 chèques financiers RISE	3 179,00	G
Impressions Luma	Impression de 5000 chèques fournisseur (F-50)	1 176,00	G
Imprimerie J.B. Deschamps	Impression de 25 000 dépliants « La coordination de votre régime de retraite à la RRQ »	2 490,00	AOI
Imprimerie Joseph Clermont	Impression de 200 dossiers des employés avec 2 diviseurs	1 396,00	G
Imprimerie Raymond Simard	Impression de 23 000 exemplaires français et de 1750 exemplaires anglais du bulletin Coup d'œil RRPE	1 744,88	G
Informatique EBR	Achat de 4 réceptacles 4BIN Mailbox pour MS81X	1 272,00	G-CSPQ
Informatique EBR	Acquisition d'un KVM et de 4 câbles	1 119,00	G-CSPQ
Informatique ProContact	Acquisition d'une licence ACS	14 404,00	AOI
Institut de la statistique du Québec	Enquête portant sur les besoins et attentes de la clientèle	20 000,00	E
Irisco du Québec	Acquisition d'une licence Autocad LT Commercial pour une année de maintenance ainsi que d'une licence Autodesk Building Design Suite Premium pour une année de maintenance	1 503,00	G
Jalasoft	Achat de 80 licences XIAN Network Manager jusqu'au 15 mars 2015	1 541,35	G
Lalema	Achat d'un aspirateur dorsal à sec à batterie ainsi qu'une batterie de remplacement	1 398,10	AOI
Lexmark Canada	Achat d'une imprimante ergonomique MX511 avec tiroir 250 pages, unité recto-verso et numérisation couleur incluse ainsi que l'entretien pour 60 mois	2 097,61	G-CSPQ
Lg2	Accompagnement de la Direction des communications dans l'amélioration du visuel au regard des communications internes et externes de la CARRA	19 500,00	AOI

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 7 – Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	MANDAT	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Lord Communication Managerial	Formation en leadership aux gestionnaires de la CARRA en lien avec le plan de mobilisation du personnel 2013-2015	5 000,00	G
Lord Communication Managerial	Formation aux gestionnaires « Communiquer avec courage »	5 000,00	G
Louis Sormany	Formation en matière d'éthique et de déontologie	1 200,00	G
Médisolution	Services professionnels pour évaluer l'opportunité et les impacts reliés à l'implantation des modules de gestion contractuelle du logiciel Virtuo	7 800,00	G
MESS	Tournage de deux capsules vidéo dans le cadre de la préparation à la retraite	4 000,00	E
MESS	Réaliser la transcription textuelle et le sous-titrage de quatre capsules vidéo	1 125,00	E
Micro Logic Sainte-Foy	Achat de 30 licences d'Antidote RX	1 620,00	G
Micro Logic Sainte-Foy	Achat de 15 licences d'Acrobat Pro	5 700,00	G
Micro Logic Sainte-Foy	Achat de 10 licences d'Acrobat Standard XI	2 750,00	G
Micro Logic Sainte-Foy	Achat de 10 adaptateurs, 16 disques de 200 Go et de 10 unités de mémoire de 32 Go pour les serveurs	17 270,00	G
Micro Logic Sainte-Foy	Acquisition de 34 licences du logiciel Antidote RX	1 998,00	G
Micro Logic Sainte-Foy	Acquisition de 2 iMacs	6 734,00	AOI
Nantel musique	Achat d'un système de son portatif et de 3 microphones de conférence	1 345,00	G
Normandin-Beaudry, actuaires conseil Inc.	Services-conseils sur la politique d'approvisionnement du Régime de retraite des agents de la paix et des services correctionnels	9 200,00	G
Novaxis Solutions	Abonnement au site Web Cit@tion - plateforme spécialisée en droit du travail	2 661,21	G
Olivier Cholin	Adaptation de l'outil de planification des horaires des préposées à la Direction des contacts clients	18 000,00	G
Oracle Corporation Canada	Renouvellement du contrat d'entretien des équipements de notre librairie technologique jusqu'au 30 novembre 2014	14 274,55	G
Oricom Internet	Frais mensuel de télécommunication au 1095, de l'Amérique-Française	2 200,00	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 7 – Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	MANDAT	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Pitney Bowes	Acquisition de matériel pour la machine à timbres (cartouches rouges, etc.)	1 114,92	G-CSPQ
Pitney Bowes	Entretien de l'inséreuse 6 postes	2 899,00	G
Présence Informatique	Achat d'un projecteur INFOCUS IN1112A	1 202,00	AOI
Présence Informatique	Achat de 4 casques d'écoute, de 2 décrocheurs et de 2 amplificateurs (ergonomie)	1 068,00	AOI
Présence Informatique	Achat informatique de 17 claviers et d'une souris (ergonomie)	1 524,70	AOI
Présence Informatique	Installation du polycom dans la salle Rose-Danis	1 859,00	AOI
Présence Informatique	Achat de 12 casques d'écoute Plantronic sans fil	3 561,00	AOI
Prévention incendie Safety first	Inspection des 6 systèmes Novec 1230, achat de 10 batteries et main-d'œuvre	2 260,59	G
Prévention incendie Safety first	Inspection du système d'incendie NOVEC 1230 et d'extincteurs portatifs	1 249,50	G
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRPST)	Formation à l'intention des gestionnaires de la CARRA en matière de santé des personnes au travail	3 100,00	G
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRPST)	Formation aux gestionnaires « Réintégration au travail »	6 600,00	G
REP Solution interactive Inc.	Développement de sondages électronique	2 500,00	G
Sani-fontaines	Nettoyage et entretien des filtres des refroidisseurs de tous les bâtiments à la suite d'un bris d'aqueduc	1 316,00	G
Sécurité Optimale	Achat et installation de boutons d'ouverture pour bureau, câbles et transformateurs (travaux au 150 René-Lévesque)	1 663,75	G
Serrurerie contrôle	Travaux de serrurerie (ajuster 2 portes et remplacer 3 poignées) incluant la main-d'œuvre	1 046,00	G
Serrurerie contrôle	Réfection du système de clefs maîtresses pour le 475 St-Amable et le 150 René-Lévesque (555 clefs, 2 poignées et main-d'œuvre)	9 150,00	G
Société de contrôle Johnson	Remplacement de la carte principale sur l'unité Canata UR-2	3 433,00	G
Société de contrôle Johnson	Remplacement de la carte BacNet des unités Canata incluant la mise en marche et le transport	3 800,00	G
Société de contrôle Johnson	Travaux d'élévation de l'unité UR-4 selon le devis	2 190,00	G
Société de contrôle Johnson	Remplacement du compresseur no.2 sur l'unité UR-2	8 375,00	G
Société de contrôle Johnson	Appel de service pour la réparation d'une fuite sur l'unité UR-2	1 444,00	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 7 – Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	MANDAT	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Softchoice Corporation	Acquisition de 11 licences Visual Studio Pro MSDN et de 10 licences Platforms MSDN	9 329,88	G-CSPQ
Softchoice Corporation	Achat de 3 licences Serveur SharePoint	14 348,16	G-CSPQ
Softchoice Corporation	Acquisition de 100 CAL (licence utilisateur pour SharePoint, Exchange, Windows, SCCM et Forefront)	14 946,00	G-CSPQ
Softchoice Corporation	Acquisition de 165 licences pour Remote Desktop Services	13 543,20	G-CSPQ
Softchoice Corporation	Support pour 18 licences Relection Entreprise Suite 2014	1 806,12	G-CSPQ
Softchoice Corporation	Support des licences Web Filter	22 965,00	AOI
Solutions Victrix	Support technique pour les jetons Etoken	3 589,12	G-CSPQ
Solutions Victrix	Contrat de soutien technique annuel pour 1851 licences McAfee	8 495,83	G-CSPQ
Solutions Victrix	Achat de jetons SafeNet	1 852,55	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Achats divers pour le réapprovisionnement du magasin (élastiques, pochettes, cahiers, chemises, etc.)	1 345,85	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Achat de 800 paquets de papier pour photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Achat de 800 paquets de papier pour photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Achats divers pour le réapprovisionnement du magasin (relieur, couvert, papier, etc.)	1 112,82	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Achat de 800 paquets de papier pour photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Achat de 400 paquets de papier pour photocopieur	1 224,14	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Achat de 800 paquets de papier pour photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Achat de 300 paquets de papier pour photocopieur	1 236,53	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Achat de 400 paquets de papier pour photocopieur	1 224,14	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Acquisition de 26 casques d'écoute, bases amplificatrices ainsi que 15 paires de coussinets pour le Service de la participation	4 225,04	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Acquisition de 10 fauteuils d'invités	1 259,90	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Achat de 800 paquets (8.5 x 11) et 200 paquets (11 x 17) de papier pour photocopieur	3 741,08	G-CSPQ
Staples Avantage (Corporate Express)	Achat de 800 paquets de papier pour photocopieur	2 448,28	G-CSPQ

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 7 – Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	MANDAT	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Staples Advantage (Corporate Express)	Achat de 800 paquets de papier pour photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples Advantage (Corporate Express)	Achat de paquets de papier pour photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples Advantage (Corporate Express)	Réapprovisionnement d'inventaire	1 517,20	G-CSPQ
Supremex	Achat de 100 boîtes de 500 enveloppes E-60	2 282,50	AOI
Supremex	Achat de 120 boîtes de 500 enveloppes E-231	2 786,40	AOI
Supremex	Achat de 60 boîtes de 500 enveloppes E-463	4 251,60	AOI
Supremex	Achat de 120 boîtes de 500 enveloppes E-231	2 786,40	AOI
Sylvie Grenier	Collaborer à la révision de l'offre de service de la DRH	4 800,00	G
Teknion Roy & Breton	Achat de 3 tables de conférence, quincaillerie et installation	3 298,95	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Acquisition de composantes de mobilier intégré	4 569,00	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Acquisition de mobilier intégré (comptoir, surface de travail, bureau, rangement, accessoires, etc.)	4 810,40	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Achat d'accessoires pour mobilier	1 127,20	G-CSPQ
Vinci Park	Location de 5 espaces de stationnement pour avril 2014	1 130,70	G
Vinci Park	Location de 5 espaces de stationnement pour mai 2014	1 130,70	G
Vinci Park	Location de 5 espaces de stationnement pour juin 2014	1 130,70	G
Vinci Park	Location de 5 espaces de stationnement pour juillet 2014	1 130,70	G
Vinci Park	Location de 5 espaces de stationnement pour août 2014	1 130,70	G
Vinci Park	Location de 5 espaces de stationnement pour septembre 2014	1 130,70	G
Vinci Park	Location de 5 espaces de stationnement pour octobre 2014	1 130,70	G
Vinci Park	Location de 5 espaces de stationnement pour novembre 2014	1 130,70	G
Vinci Park	Location de 5 espaces de stationnement pour décembre 2014	1 130,70	G
Vinci Park	Stationnement 475 St-Amable (Janvier 2015)	1 148,10	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 7 – Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	MANDAT	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Vinci Park	Stationnement 475 St-Amable (Février 2015)	1 148,10	G
Vizant Software	Renouvellement du support de la licence Global ECS jusqu'au 7 juillet 2015	10 556,16	G
Wesco distribution Canada	Acquisition de 30 cordons de raccordement de fibres optiques et un conduit	1 402,00	G
Wolters Kluwer (CCH)	Renouvellement annuel de Régimes de retraite au Québec - feuilles mobiles	1 375,00	G
Zoho Corporation (Manage engine)	Achat de 250 licences de télécommunication OpUtils (Netflow) jusqu'au 15 mai 2015	1 332,00	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 8 - Appels d'offres publics

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : la liste des soumissions et le montant de chacune; la grille d'évaluation des soumissions; la justification du choix du soumissionnaire retenu; le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.							
Numéro de l'appel d'offres public	Objet	Nom du contractant	Autres soumissionnaires	Montant	Justification du choix du soumissionnaire retenu		
					Plus bas soumissionnaire	Meilleur rapport qualité prix	Qualité uniquement
R-117974	Administration des bases de données 2014-2017	La Société conseil Lambda	S.O.	2 657 585,00 \$		X	
R-120570	Soutien aux activités de gestion des environnements et des cadres méthodologiques 2014-2017	Société Conseil Groupe LGS	S.O.	1 799 000,00 \$		X	
R-121131	Phase de transition et accompagnement des processus TI	Nurun	Groupe conseil OSI Groupe Nexio R3D Conseil	898 611,00 \$ 946 288,00 \$ 1 172 688,30 \$ Non acceptable		X	
R-121582	Spécialistes dans l'administration des régimes d'assurance-traitement des demandes	Morneau Shepell	S.O.	9 108 000,00 \$		X*	
R-121651	Acquisition de commutateurs	ESI Technologies	Micro Logic Groupe Hypertec Informatique ProContact Les solutions Victrix	83 721,88 \$ 100 863,00 \$ 111 026,00 \$ 143 046,00 \$ 151 274,22 \$	X		
R-121938	Acquisition de stockage SAN	Micro Logic	Hitachi Bell Canada Les solutions Victrix ESI Technologies	1 572 177,46 \$ 1 730 227,63 \$ 1 817 670,57 \$ 1 973 829,28 \$ 1 998 492,27 \$	X		

* Le choix de l'adjudicataire retenu a été effectué en fonction de la qualité minimale et d'un prix.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 8 - Appels d'offres publics

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions; la grille d'évaluation des soumissions; la justification du choix du soumissionnaire retenu; le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.							
Numéro de l'appel d'offres public	Objet	Nom du contractant	Autres soumissionnaires	Montant	Justification du choix du soumissionnaire retenu		
					Plus bas soumissionnaire	Meilleur rapport qualité prix	Qualité uniquement
R-122715	Acquisition d'une bandothèque informatisée	Micro Logic	NOVIPRO	179 376,00 \$ 246 819,68 \$	X		
R-123109	Maintenance CISCO	Bell Canada	Telus	299 315,04 \$ 351 596,11 \$	X		

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 9 - Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i> , en indiquant si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; le montant accordé; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.			
FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	MONTANT ACCORDÉ	MOTIF DE LA DEMANDE
Aon Hewitt	Appel d'offres public	15 400,00	Avenant au contrat portant sur des services-conseils pour les comités du RREGOP et du RRPE en matière de politique de placement (R-108386). La signature de l'avenant a permis d'ajouter sept réunions en raison de besoins supplémentaires de la part des deux comités de retraite.
Conseillers en gestion informatique CGI Inc.	Appel d'offres public	152 825,00	Avenant au contrat portant sur le soutien administratif, la gestion de projet et le conseil stratégique (R-109083) La signature de l'avenant permet d'assurer la continuité d'une demande d'intervention d'importance par les ressources en place qui disposent de l'expertise requise pour terminer le travail.
La société conseil Lambda Inc.	Appel d'offres public	149 355,00	Avenant au contrat portant sur le soutien administratif, la gestion de projet et le conseil stratégique (R-109083) La signature de l'avenant permet d'assurer la continuité d'une demande d'intervention d'importance par les ressources en place qui disposent de l'expertise requise pour terminer le travail.
Les services conseils Systématix Inc.	Appel d'offres public	128 140,00	Avenant au contrat portant sur le soutien administratif, la gestion de projet et le conseil stratégique (R-109083) La signature de l'avenant permet d'assurer la continuité d'une demande d'intervention d'importance par les ressources en place qui disposent de l'expertise requise pour terminer le travail.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 10 – Contrats cabinet

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Voir demande de renseignement général numéro 7.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 11 – Consultants externes

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015 :

- a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appels d'offres du gouvernement du Québec : <http://www.seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 12 - Développements informatiques > 100 000 \$

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère – la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.							
Projet	Description	Budget autorisé initial	Budget autorisé révisé	Dépenses estimées au 28-02-2015	Estimation des coûts restants	Réalisation (%) au 28-02-2015	Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre
ÉRIT - Évolution et rehaussement des infrastructures technologiques	Ce projet s'échelonne sur plusieurs phases de réalisation. L'objectif est d'assurer l'évolution des produits désuets ou en voie de désuétude selon le cycle de vie des manufacturiers.	8 217 000	7 694 900	2 456 100	S. O.	100 %	S. O.
RIV - Rehaussement des infrastructures de virtualisation	Ce projet vise à virtualiser la majorité des serveurs physiques actuels de la CARRA. Il a également pour objectif de mettre en place un cadre de gestion nécessaire pour une exploitation et une utilisation structurée de cette technologie.	4 308 500	3 308 100	2 631 500	S. O.	100 %	S. O.
Consolidation de l'exploitation	Ce projet comporte deux volets : la consolidation de l'exploitation des systèmes de la CARRA et la relève informatique de la continuité des affaires.	3 292 700	2 769 300	2 660 300	S. O.	100 %	S. O.
Optimisation des pratiques et des outils du support au développement	Le projet consiste à actualiser l'offre et la prestation de services de la Division de la gestion des environnements et cadres méthodologiques dans une perspective d'optimisation globale des activités entourant l'évolution et le développement de systèmes de la CARRA.	876 000	1 447 500	1 268 600	S. O.	100 %	S. O.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 12 - Développements informatiques > 100 000 \$

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère – la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.							
Projet	Description	Budget autorisé initial	Budget autorisé révisé	Dépenses estimées au 28-02-2015	Estimation des coûts restants	Réalisation (%) au 28-02-2015	Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre
Modification aux régimes de retraite - RRPE	Ce projet comprend deux volets qui doivent être traités en même temps compte tenu de leur interrelation : Volet 1 – Faire l'analyse des besoins d'affaires associés à la gestion de l'adhésion et de la qualification au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) dans Renouvellement et intégration des systèmes essentiels (RISE); Volet 2 – Faire l'analyse de la solution transitoire qui permet d'effectuer la saisie et le suivi des dossiers des demandes d'adhésion au RRPE afin de récupérer ces dossiers pour les intégrer dans la nouvelle solution.	2 581 000	2 581 000	920 200	S. O.	100 %	S. O.
Optimisation du domaine participation (ODP) - Amélioration des validations de données de participation	Ce projet consiste principalement à améliorer les composantes systémiques reliées au domaine d'affaires participation afin de mieux soutenir l'employeur dans son processus de déclaration annuelle et dans la correction de données déclarées. De plus, ce projet consiste à intégrer des chaînes de traitement pour supporter les travaux annuels. <ul style="list-style-type: none"> • Correctifs dans le processus de traitement de la déclaration annuelle. Diminution des délais au niveau du chemin critique du traitement des demandes clients. Actuellement, il y a approximativement 30 % des demandes clients qui sont bloquées par un message d'erreur de participation. • Correctifs dans le processus de régularisation des emplois multiples, préalable au calcul de rentes. 	6 413 000	5 496 900	5 496 900	S. O.	100 %	S. O.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 12 - Développement informatiques > 100 000 \$

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère – la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.							
Projet	Description	Budget autorisé initial	Budget autorisé révisé	Dépenses estimées au 28-02-2015	Estimation des coûts restants	Réalisation (%) au 28-02-2015	Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre
Optimisation du domaine participation (ODP) - Amélioration de la facturation	<p>Ce projet consiste principalement à améliorer les composantes systémiques reliées au domaine d'affaires participation afin de mieux soutenir l'employeur dans son processus de déclaration annuelle et dans la correction de données déclarées. De plus, ce projet consiste à intégrer des chaînes de traitement pour supporter les travaux annuels.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Révision du format de la facture. • Faciliter les échanges avec les employeurs. Intégrer les améliorations de la qualité du calcul de cotisation aux systèmes. • Automatisation du processus de facturation (actuellement fait manuellement). 	1 577 800	1 986 200	1 890 784	23 900	96 %	S. O.
Optimisation du domaine participation (ODP) - Amélioration de la déclaration annuelle anticipée	<p>Ce projet vise l'amélioration et l'ajout de validations relativement aux traitements de la déclaration annuelle anticipée. Ces éléments faciliteront le travail des agents et diminueront les demandes interservices.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présenter aux agents la déclaration annuelle en cours de traitement afin de permettre son importation dans la déclaration annuelle anticipée. • Convertir certains cas spéciaux en validation de déclaration annuelle anticipée afin d'éviter les demandes interservices. • Permettre la validation en mode synchrone pour la déclaration annuelle anticipée. 	803 000	803 000	339 190	400 300	42 %	S. O.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 12 - Développements informatiques > 100 000 \$

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère – la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.							
Projet	Description	Budget autorisé initial	Budget autorisé révisé	Dépenses estimées au 28-02-2015	Estimation des coûts restants	Réalisation (%) au 28-02-2015	Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre
Implantation SAGIR-RH	Gérer la transformation organisationnelle résultant de l'implantation des nouvelles fonctionnalités livrées par la Direction générale des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (DGSAGIR). La livraison 2 de SGR2 couvre différents volets de la gestion des ressources humaines (plan de délégation, assiduité, dossier personnel, etc.) et la livraison de SGR3 couvre la dotation en ligne.	679 000	553 100	340 700	210 600	62 %	S. O.
Migration de Virtuo financier	Réaliser la migration vers une nouvelle version du progiciel Virtuo financier, dû à la désuétude de sa version actuelle. Ce progiciel est une composante essentielle de RISE qui produit l'ensemble des états financiers des régimes de retraite.	166 900	166 900	154 100	S. O.	100 %	S. O.

NUMÉRO 13 - Dépenses diverses

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

[illegible]

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 14 - Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres); le nombre de téléavertisseurs utilisés; les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils; le coût des contrats téléphoniques; les noms des fournisseurs; le nombre de minutes utilisées; les ordinateurs portables; le nombre d'ordinateurs portables utilisés; le coût des frais d'itinérance; les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Les données figurant dans ce tableau réfèrent à une période de 11 mois s'échelonnant du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

Nombre de iPhone : 91		88 % (Rogers) et 12 % (Bell).																						
Achats : 16	1 883	13 (Rogers) au coût d'achat moyen de 106,15 et 3 (Bell) au coût d'achat moyen de 167,58 (entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ)).																						
Coût d'utilisation :	31 558	Pour les 11 mois - Entente avec le CSPQ.																						
		<table><tr><td>2014-04</td><td>2014-05</td><td>2014-06</td><td>2014-07</td><td>2014-08</td><td>2014-09</td><td>2014-10</td><td>2014-11</td><td>2014-12</td><td>2015-01</td><td>2015-02</td></tr><tr><td>2 756</td><td>2 820</td><td>2 708</td><td>2 831</td><td>2 837</td><td>2 990</td><td>2 846</td><td>2 901</td><td>2 918</td><td>2 944</td><td>3 007</td></tr></table>	2014-04	2014-05	2014-06	2014-07	2014-08	2014-09	2014-10	2014-11	2014-12	2015-01	2015-02	2 756	2 820	2 708	2 831	2 837	2 990	2 846	2 901	2 918	2 944	3 007
2014-04	2014-05	2014-06	2014-07	2014-08	2014-09	2014-10	2014-11	2014-12	2015-01	2015-02														
2 756	2 820	2 708	2 831	2 837	2 990	2 846	2 901	2 918	2 944	3 007														
Nombre total de minutes utilisées :	264 823	Pour les 11 mois - Entente avec le CSPQ.																						
		<table><tr><td>2014-04</td><td>2014-05</td><td>2014-06</td><td>2014-07</td><td>2014-08</td><td>2014-09</td><td>2014-10</td><td>2014-11</td><td>2014-12</td><td>2015-01</td><td>2015-02</td></tr><tr><td>25 410</td><td>25 463</td><td>28 199</td><td>21 716</td><td>21 110</td><td>26 618</td><td>21 849</td><td>23 302</td><td>24 964</td><td>20 636</td><td>25 556</td></tr></table>	2014-04	2014-05	2014-06	2014-07	2014-08	2014-09	2014-10	2014-11	2014-12	2015-01	2015-02	25 410	25 463	28 199	21 716	21 110	26 618	21 849	23 302	24 964	20 636	25 556
2014-04	2014-05	2014-06	2014-07	2014-08	2014-09	2014-10	2014-11	2014-12	2015-01	2015-02														
25 410	25 463	28 199	21 716	21 110	26 618	21 849	23 302	24 964	20 636	25 556														
Nombre de téléphones cellulaires : 51		78 % (Rogers) et 22 % (Bell).																						
Achats : 11	513	46,66 / appareil (Rogers).																						
Coût d'utilisation :	6 546	Pour les 11 mois – Entente avec le CSPQ.																						
		<table><tr><td>2014-04</td><td>2014-05</td><td>2014-06</td><td>2014-07</td><td>2014-08</td><td>2014-09</td><td>2014-10</td><td>2014-11</td><td>2014-12</td><td>2015-01</td><td>2015-02</td></tr><tr><td>617</td><td>607</td><td>602</td><td>621</td><td>591</td><td>611</td><td>583</td><td>569</td><td>563</td><td>591</td><td>591</td></tr></table>	2014-04	2014-05	2014-06	2014-07	2014-08	2014-09	2014-10	2014-11	2014-12	2015-01	2015-02	617	607	602	621	591	611	583	569	563	591	591
2014-04	2014-05	2014-06	2014-07	2014-08	2014-09	2014-10	2014-11	2014-12	2015-01	2015-02														
617	607	602	621	591	611	583	569	563	591	591														
Nombre total de minutes utilisées :	33 080	Pour les 11 mois – Entente avec le CSPQ.																						
		<table><tr><td>2014-04</td><td>2014-05</td><td>2014-06</td><td>2014-07</td><td>2014-08</td><td>2014-09</td><td>2014-10</td><td>2014-11</td><td>2014-12</td><td>2015-01</td><td>2015-02</td></tr><tr><td>2 033</td><td>3 110</td><td>3 648</td><td>3 651</td><td>2 873</td><td>2 825</td><td>3 097</td><td>3 607</td><td>3 249</td><td>2 494</td><td>2 493</td></tr></table>	2014-04	2014-05	2014-06	2014-07	2014-08	2014-09	2014-10	2014-11	2014-12	2015-01	2015-02	2 033	3 110	3 648	3 651	2 873	2 825	3 097	3 607	3 249	2 494	2 493
2014-04	2014-05	2014-06	2014-07	2014-08	2014-09	2014-10	2014-11	2014-12	2015-01	2015-02														
2 033	3 110	3 648	3 651	2 873	2 825	3 097	3 607	3 249	2 494	2 493														

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 14 - Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques

Nombre de téléavertisseurs : 11		
Appareils en location :	11	8 téléavertisseurs (Pagenet) et 3 téléavertisseurs (Bell Mobilité).
Coût d'utilisation :	1 540	Pour les 11 mois.
Nombre de tablettes électroniques : 17		
Achats : 11	6 049	549,88 / unité (Apple).
Coût d'utilisation :	1 380	Pour les 11 mois – Entente avec le CSPQ (10 de ces tablettes sont pour les membres du conseil d'administration - non reliés à une ligne téléphonique, donc sans frais mensuels).
Nombre de portables : 175		
Achats : 55	49 121	893,10 / unité – Achats regroupés du CSPQ.
Portables actifs :	105	Utilisés par des ressources.
Portables en entrepôt :	70	36 : portables pour de nouveaux besoins ou rehaussement. 34 : portables dits « désuets » éventuellement mis en surplus.
Coût des contrats :	Entente CSPQ :	Forfaits iPhone : 29,75 /mois (Rogers) et 46,25 / mois (Bell). Forfaits téléphone cellulaire : 9,75 / mois (Rogers) et 18,25 / mois (Bell). Forfait tablette électroniques : 20,00 /mois (Rogers).
Coût des frais d'itinérance :	48	Du 1 ^{er} avril 2014 au 28 février 2015.
Coût de résiliation :	1 215	20,00 / mois pour la durée restante du contrat de téléphonie jusqu'à concurrence d'un maximum de 250,00 (Rogers).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15A - Minorités visibles 35 ans et +

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.														
35 ans et plus														
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	3	100%	0	0%	3	0,4%
Cadres	0	0%	2	4%	0	0%	0	0%	26	52%	24	48%	50	6,3%
Professionnels	4	1,0%	28	7,3%	2	0,5%	3	0,8%	130	34%	130	34%	260	32,7%
Techniciens	2	1,2%	10	6%	1	0,6%	1	0,6%	32	19,2%	107	64%	139	17,5%
Personnel de bureau	3	1,6%	10	5,2%	0	0%	1	0,5%	32	16,8%	116	60,7%	148	18,7%
Ouvriers	N/A		N/A		N/A		N/A		N/A		N/A		N/A	
TOTAL	9	1,2%	50	6,3%	3	0,4%	5	0,7%	223	28,1%	377	47,5%	600	75,6%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15B - Minorités visibles - de 35 ans

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

Moins de 35 ans														
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Cadres	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Professionnels	1	0,3%	12	3,1%	1	0,3%	0	0%	62	16,1%	61	15,9%	123	15,5%
Techniciens	0	0%	1	0,6%	0	0%	0	0%	8	4,8%	20	12%	28	3,5%
Personnel de bureau	0	0%	5	2,6%	0	0%	1	0,5%	7	3,6%	36	18,9%	43	5,4%
Ouvriers	N/A		N/A		N/A		N/A		N/A		N/A		N/A	
TOTAL	1	0,1%	18	2,3%	1	0,1%	1	0,1%	77	9,7%	117	14,7%	194	24,4%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15C - Jours de maladie

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel	
CATÉGORIE D'EMPLOI	TOTAL POUR 2014-2015
Cadres	175,5
Professionnels	2 561
Personnel de bureau et techniciens	4 469
TOTAL :	7 205,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15D - Réserve de maladie

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.			
Réserve par catégorie d'emploi	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Moins de 10 jours			
Cadre	7	6	8
Professionnel	92	135	119
Technicien et personnel de bureau	333	352	371
10 à 50 jours			
Cadre	13	19	18
Professionnel	123	156	181
Technicien et personnel de bureau	150	184	197
50 à 100 jours			
Cadre	6	6	7
Professionnel	42	50	48
Technicien et personnel de bureau	31	26	26
100 jours et plus			
Cadre	19	18	20
Professionnel	55	48	56
Technicien et personnel de bureau	6	6	7
TOTAL :	877	1006	1058
Valeur estimée*	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Cadre	1 342 872,00	1 401 694,00	1 547 142,00
Professionnel	4 355 197,00	4 504 111,00	4 914 567,00
Technicien et personnel de bureau	1 306 850,00	1 368 546,00	1 519 664,00
TOTAL :	7 004 919,00	7 274 351,00	7 981 373,00

Les données des emplois supérieurs sont incluses avec les données des cadres.

* Valeur estimée au 31 décembre 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15E - Heures supplémentaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	
PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES
Heures : 7 971,06	Heures : 3 081,36	Heures : 12 629,31	Heures : 923,20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15F - Jours de vacances

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	33,5	24	111,5	357	346	69	27,5	13,5	93	40	36	31,5
Professionnels	295,5	148,5	830,5	1609,5	2516	362	228	153,5	725	207	140,5	201,5
Personnel de bureau et techniciens	362,5	301	955,5	2259	2695	495,5	331	176	928	443	292	360,5
TOTAL :	691,5	473,5	1897,5	4225,5	5557	926,5	586,5	343	1746	690	468,5	593,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15G - Réserve de vacances

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.			
Réserve par catégorie d'emploi	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Moins de 10 jours			
Cadre	6	10	18
Professionnel	134	193	200
Technicien et personnel de bureau	331	287	325
10 à 50 jours			
Cadre	26	31	26
Professionnel	129	119	120
Technicien et personnel de bureau	125	104	110
50 à 100 jours			
Cadre	11	6	6
Professionnel	4	3	4
Technicien et personnel de bureau	1	0	0
100 jours et plus			
Cadre	2	1	3
Professionnel	1	1	1
Technicien et personnel de bureau	0	0	0
TOTAL :	770	755	813
Valeur estimée*	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Cadre	1 248 279,00	1 170 850,00	1 342 544,00
Professionnel	2 594 581,00	2 953 056,00	3 221 240,00
Technicien et personnel de bureau	1 888 409,00	2 161 546,00	2 423 711,00
TOTAL :	5 731 269,00	6 285 452,00	6 987 495,00

Les données des emplois supérieurs sont incluses avec les données des cadres.

* Valeur estimée au 31 décembre 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15i - Personnel double rémunération

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15J - Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS (réguliers)			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2012-2013	2013-2014	2014-2015	
Emplois supérieurs	3	3	3	03-Capitale Nationale
Cadres	41	47	50	03-Capitale Nationale
Professionnels	296	359	383	03-Capitale Nationale
Fonctionnaires	325	329	358	03-Capitale Nationale
TOTAL :	665	738	794	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15k - Effectifs complexité

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.			
	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Professionnels experts :	45	65	69
Professionnels émérites :	6	9	8
TOTAL :	51	74	77

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15L - Effectifs traitement supérieur

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ¹	27	24	19

¹ Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15M - Postes par catégorie d'emploi

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES (réguliers)			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2012-2013	2013-2014	2014-2015	
Haute direction	3	3	3	03-Capitale Nationale
Cadre	47	52	51	03-Capitale Nationale
Professionnel	337	420	396	03-Capitale Nationale
Technicien et personnel de bureau	380	359	362	03-Capitale Nationale
TOTAL :	767	834	812	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16B - Remplacement selon PGRH

Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

Ne s'applique pas à la CARRA car en vertu de l'article 10 de la Loi sur la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (L.R.Q., ch. C-32.1.2), l'article 32 alinéa 2 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., chapitre A-6.01) ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16C - Départs à la retraite prévus

Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2015-2016 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.		
	2015-2016	2016-2017
Départs à la retraite prévus entre le 1 ^{er} avril au 31 mars. Aucune indemnité de retraite ne sera versée. D'ailleurs, les conditions de travail du personnel ne le permettent pas.	23	23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16D - Retraités à contrat

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats :	7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 17 - Baux SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015 en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; la superficie totale pour chaque local loué; la superficie totale réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2012, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; la durée du bail; le propriétaire de l'espace loué; les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.					
ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M ²)	COÛT TOTAL DE LOCATION 2014-2015	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2014-2015	NATURE DES TRAVAUX	
150, boul. René-Lévesque Est, Québec	4 012,24	1 057 631	200 082	Tapis et peinture	
1095, rue de l'Amérique-Française, Québec	68,95	16 804			
675, Boul. René-Lévesque, Québec	4 940,96	1 034 663			
475, St-Amable, Québec	9 593,68	3 014 393			
140, Grande Allée Est, Québec	1 915,66	443 094	56 960	Tapis et peinture	
200, chemin Sainte-Foy, Québec	899,35	99 586			
333, St-Amable, Québec	772,84	177 639			
		5 843 810	257 042		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 18 – Aménagement cabinet

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2014-2015, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Travaux de rénovation du bureau du PDG à la suite d'un dégât d'eau (électricien, plombier, entretien ménager, mécanicien et maintenance) : 4 632,96

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 19 – Membres du Cabinet

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2014-2015;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Non applicable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 20 – Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Non applicable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 21 - Personnel hors structure

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale et l'assignation actuelle; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.					
Nom	Poste occupé	Salaire (\$)	Assignation initiale	Date de l'assignation hors structure	Date de fin de l'assignation
Martin East	Cadre-conseil (630-03)	114 103,00	Directeur des systèmes opérationnels et administratifs	2012-12-05	Date indéterminée
Pascal Beaudin	Cadre-conseil (630-04)	96 630,00	Chef de service de la révision des rentes	2013-07-15	Date indéterminée

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 24 - Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé et le nom de l'organisme; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale; l'assignation actuelle; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).						
Nom	Poste occupé	Nom de l'organisme	Salaire (\$)	Assignation initiale	Date de l'assignation hors structure	Date de fin de l'assignation
Marlène Tremblay	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs	Commission de la santé et de la sécurité au travail	62 054,00	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs	2015-01-05	2015-05-05
Ève Larouche-Laliberté	Agente de recherche et de planification socio-économique	Le Centre d'expertise des grands organismes	46 270,00	Agente de recherche et de planification socio-économique	2014-11-17	2016-11-16
Danya Ouellet	Cadre-conseil	Institut de recherche et de développement en agroenvironnement Inc.	101 827,00	Chef de service du Bureau des plaintes	2014-09-29	2015-04-25
Lucie Trudel	Cadre-conseil	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations	114 103,00	Directrice de la gestion des risques et de la sécurité	2014-04-25	2015-10-27
Robert Poirier	Agent de recherche et de planification socio-économique	Ministère des Finances du Québec	112 975,00	Cadre, classe 3	2006-06-22	2015-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 25 – Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015, en précisant pour chaque abonnement :
 a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service;
 Ventiler le montant total par catégories.

	Coût 2014*
Veille médiatique	
Cision – revue de presse écrite	686,43
Communication Démo – revue de presse écrite	8 712,54
CSPQ – Licences de droits d'auteurs (droits d'auteurs devant être payés pour avoir accès à la revue de presse de Communication Démo)	6 462,50
Magazines	
La Presse Commerce	135,25
Effectif	35,44
Gestion, revue internationale de gestion	40,00
Journal Les Affaires	95,07
Abonnement à des mises à jour de livres	
Droit de la famille québécoise (feuilles mobiles) (Publications CCH / Wolters Kluwer)	1 197,00
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale (feuilles mobiles) (Publications CCH / Wolters Kluwer)	1 050,00
Régimes de retraite au Québec (feuilles mobiles) (Publications CCH / Wolters Kluwer)	1 277,00
Accès à l'information – loi annotée (Éditions Yvon Blais)	227,90
Lois du Québec (Publications du Québec)	300,00
Conventions collectives (Publications du Québec)	119,40
Charte canadienne des droits et libertés (Éditions Yvon Blais)	173,95
Abonnements électroniques	
Communication Démo – revue de presse électronique	13 344,47
Courrier parlementaire	1 850,00
LégisQuébec (Publications du Québec)	9 540,00
Mise à jour du code civil (Les Éditions juridiques FD)	490,00
Azimut (SOQUIJ)	5 733,90
Express civil (SOQUIJ)	460,00
Services en ligne La référence Droit québécois (Éditions Yvon Blais)	1 915,00
L'Accès à l'information et la protection des renseignements personnels (Publications CCH / Wolters Kluwer)	679,00
Guide pratique Accès et protection de l'information (SOQUIJ)	450,00
Total	54 974,85

* Données du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 (année financière CARRA).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26 – Billets de saison, loges et club privé

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 27 – Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Unités centrales						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
www.carra.gouv.qc.ca	En 1998, le site a été conçu par le personnel de la CARRA avec la collaboration des représentants des autres directions	En 1998, le coût a été de 5 000 pour le visuel du site	Depuis 1998, le coût de l'hébergement du site est inclus dans une entente de services informatiques entre la CARRA et le CSPQ 780 par mois 9 360 par année 11 noms de domaine : 10,35 chacun (par mois) 1 366 par année	Direction des communications	La fréquence de mise à jour est variable, en moyenne une fois par jour	Le site a été refait en 2002 et en 2007. En 2002, le coût a été de 16 375; ce montant incluait le visuel des années 2002 à 2006 pour le site Internet, les publications et le stand. En 2007, le coût a été de 7 335; ce montant incluait le visuel pour le site Internet, les publications et le stand. Les critères qui ont justifié le changement en 2002 et en 2007 étaient de se conformer au Programme d'identification visuelle et de moderniser le visuel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 28 – Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs

Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Voir demande de renseignement général numéro 7.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 29 – Visites ministérielles et sous-ministérielles

Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 30 – Demandes d'accès à l'information

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 31 – Adjoints parlementaires

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Non applicable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 34 – Revenus autonomes et tarification

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 36 - Transferts du gouvernement fédéral

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucun transfert.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 37 - Primes au rendement et bonis

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

	Total 2014*
Primes au rendement (bonis pour rendement exceptionnel) et bonus (bonis pour les CGRH)	85 197,54

* Données du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 (année financière CARRA).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 38 - Primes de départ et allocation de transition

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

	Total 2014*
Primes de départ et allocations de transition versées	0,00

* Données du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 (année financière CARRA).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 40 - Salaires versés sans fonction ou tâche assignée

Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne, fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 42 – Comités formés par Conseil exécutif et MO

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 48 - Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats - délégation

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant si oui ou non le ministère ou l'organismes compile cette information et sous quel format. Si oui, fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme touché(e); le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; le montant accordé; le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 49 – Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 : la dépense totale (opération et capital); les grands dossiers en cours; le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Estimé des dépenses en ressources informationnelles basées sur la planification annuelle en RI 2015 : 46 296 515

Grands dossiers en cours : Les informations sont disponibles au tableau de bord (<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 50B – Indemnités de retraite

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.) fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Aucune indemnité de retraite ne sera versée. D'ailleurs, les conditions de travail du personnel ne le permettent pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 51 – Taux d'absentéisme

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.) fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Veillez référer aux réponses aux sous-questions c) et f) de la question 15.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 53 – Développement durable

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015 des ministères et organismes.

COMMISSION ADMINISTRATIVE
DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE



ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 1 - Plaintes

Depuis 2008, présenter l'évolution annuelle du nombre de plaintes adressées à la CARRA et spécifier leur cause principale.		
Année	Plaintes reçues	Causes principales
2005	327	- Délais de traitement reliés au secteur d'opération (Rente, rachat, décès, révision et correction). - Renseignements fournis par le service à la clientèle.
2006	354	- Délais de traitement reliés au secteur d'opération (Rente, rachat, décès, révision et correction). - Accessibilité à la ligne téléphonique.
2007	273	- Délais de traitement reliés au secteur d'opération (Rente, rachat, décès, révision et correction). - Accessibilité à la ligne téléphonique.
2008	345	- Délais de traitement reliés au secteur d'opération (Rente, rachat, décès, révision et correction). - Accessibilité à la ligne téléphonique.
2009	302	- Délais de traitement reliés au secteur d'opération (Rente, rachat, décès, révision et correction). - Accessibilité à la ligne téléphonique.
2010	1 432	- Délais de traitement reliés aux rentes (confirmation de rente, continuité de revenu). - Délais de traitement reliés au secteur d'opération (rente, décès, rachat, remboursement). - Renseignements fournis par le service à la clientèle. - Accessibilité à la ligne téléphonique.
2011	2 927	- Accessibilité à la ligne téléphonique. - Délais de traitement reliés aux rentes (confirmation de rente, continuité de revenu, révision et correction). - Délais de traitement reliés au secteur d'opération (décès, rachat). - Renseignements fournis par le service à la clientèle.
2012	1 427	- Délais de traitement reliés aux rentes (confirmation de rente, continuité de revenu). - Délais de traitement reliés au secteur d'opération (décès, rachat, remboursement, transfert dans un compte de retraite immobilisé (CRI), ententes de transfert). - Délais pour procéder au remboursement de trop perçus de cotisation. - Renseignements fournis par le service à la clientèle.
2013	998	- Délais de traitement reliés aux rentes (confirmation de rente, révision et correction). - Délais de traitement reliés au secteur d'opération (décès, remboursement, transfert CRI). - Délais pour procéder au remboursement de trop perçus de cotisation. - Délais pour faire parvenir les feuillets d'impôt à la clientèle. - Fiabilité des données dans certains dossiers.
2014	507	- Délais de traitement reliés aux rentes (confirmation de rente, correction). - Délais de traitement reliés au secteur d'opération (décès, remboursement). - Délais pour procéder au remboursement de trop perçus de cotisation. - Fiabilité des données dans certains dossiers. - Accessibilité au Relevé de participation.
2015	131* * au 31 mars 2015	- Délais de traitement reliés aux rentes (confirmation de rente). - Délais de traitement reliés au secteur d'opération (rachat, transfert CRI, remboursement). - Fiabilité dans certains dossiers (en général, des données et des renseignements). - Normes et procédures en vigueur.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 2 – Rencontres Bureau de la présidence

<p>Concernant le bureau de la présidence :</p> <p>a. Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents;</p> <p>b. Liste des personnes rencontrées en précisant le but de la rencontre;</p> <p>c. Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation;</p> <p>d. Liste des participants à des colloques, à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.</p>				
Qté	Description	But de la rencontre	Personne(s) impliquée(s)	Coût
3	Forum des dirigeants des grands organismes (G7)	Rencontres afin de discuter sur des dossiers d'intérêt commun aux grands organismes, de partager les bons coups et de développer des partenariats lorsque le contexte s'y prête. En outre, les rencontres du Forum constituent une occasion d'échanger avec des membres de la haute fonction publique sur les priorités gouvernementales et sur la contribution des grands organismes à cet égard.	Présidents(es) de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, la Commission des normes du travail, la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance maladie du Québec, la Régie des rentes du Québec, de la Société de l'assurance automobile du Québec et de l'Agence du revenu du Québec.	0,00 \$
2	Forum des secrétaires généraux des organismes du gouvernement du Québec	<p>Rencontres permettant aux secrétaires généraux de partager avec leurs pairs autour des meilleures pratiques en matière de gouvernance et d'améliorer ainsi leurs compétences dans ce domaine.</p> <p>Le Forum est une instance non décisionnelle dont les principaux buts sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la réflexion et la concertation sur des problématiques communes en matière de gouvernance; - Promouvoir le partage et l'application de bonnes pratiques concernant la gouvernance; - Contribuer au développement de meilleures pratiques en matière de gouvernance des organisations publiques; - Développer la compétence des membres avec la contribution d'experts dans différents domaines reliés aux responsabilités d'un secrétaire général. 	Secrétaires généraux de 18 sociétés et organismes	0,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 3 – Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie la CARRA.
Pour chaque comité <u>présidé</u> par la CARRA, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats. → La CARRA ne préside aucun de ces comités.
Comité inter ministériel des responsables de programme d'aide aux employés (CIRPA)
Comité inter ministériel des responsables de programme d'aide aux employés de la colline parlementaire
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)
Table patronale de Concertation en Santé et Sécurité du Travail (TPCSST)
- Réseau des responsables en matière de harcèlement et de violence en milieu de travail
- Comité inter ministériel des Responsables de Programmes d'Aide CIRPA
Service de santé de l'Édifice Marie-Guyart
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail - secteur Administration provinciale
Comité inter ministériel de santé et sécurité au travail de l'Édifice Marie-Guyart
L'Assemblée des conseillers en relations du travail
Groupe inter ministériel sur la réintégration au travail
Table de concertation en dotation
Comité des responsables de la gestion prévisionnelle de main-d'œuvre des MO
Réseau des répondants de l'accueil et de la promotion auprès des étudiants et des stagiaires
Groupe d'échanges inter ministériel sur le développement des cadres
Comité inter ministériel en gestion de carrière
Comité inter ministériel sur la reconnaissance
Comité inter ministériel en dotation
Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec
Comité de travail permanent en accès et en protection des renseignements personnels
Table d'échange et de perfectionnement des juristes des organismes gouvernementaux en accès à l'information et en protection des renseignements personnels
Forum des gestionnaires en ressources financières (FGRF)
Forum des dirigeants de l'information
Forum des gestionnaires en technologies de l'information
Comité directeur de l'infonuagique
Centre d'expertise des grands organismes (CEGO)
- Groupes d'échange : sur la gestion des centres de relation avec la clientèle, sur la formation à la tâche, sur les services en ligne, sur l'étalonnage, sur l'optimisation des processus d'affaires, sur l'assurance qualité, sur l'évaluation et le suivi des bénéfices des projets en lien avec les services clientèle, et sur la rigueur dans la gestion des fournisseurs et l'adéquation des besoins.
Forum des directeurs des ressources humaines (FDRH)
Forum des dirigeants des grands organismes (G7)
Forum des secrétaires généraux des organismes du gouvernement du Québec
Comité inter ministériel sur la simplification de l'accès aux services pour les citoyens et les entreprises

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 3 – Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie la CARRA.

Pour chaque comité présidé par la CARRA, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats. → La CARRA ne préside aucun de ces comités.

Table des responsables organisationnels de la sécurité de l'information (Table des ROSI)
Forum des directrices et directeurs de l'administration du gouvernement du Québec (RDGA)
Table des conseillers en architecture d'entreprise
Forum des gestionnaires en ressources matérielles (FGRM)
Comité des responsables de l'observation des règles contractuelles (RORC) – Tournées d'information

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 4 – Conseil d'administration

Liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant leur poste et leur rémunération.

En plus du président du conseil et du président-directeur général, qui est membre d'office, le conseil d'administration est composé de :

- quatre membres représentant le gouvernement;
- trois membres représentant les employés participant aux régimes de retraite administrés par la CARRA, dont deux représentent les employés visés par le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et un représente les employés visés par le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE);
- un membre représentant les pensionnés de l'un des régimes de retraite administrés par la CARRA;
- cinq membres indépendants.

Aucune rémunération n'est versée aux membres, à l'exception du président du conseil d'administration qui, en vertu de son décret de nomination, reçoit une rémunération annuelle ainsi qu'un montant forfaitaire par présence aux séances du conseil d'administration et des comités de ce conseil (M. Richard Fortier (décret 371-2013) : 17 755 \$, 832 \$).

Membres du conseil d'administration	Poste
Mme Julie Blackburn	Membre représentant le gouvernement
Mme Lyne Bouchard (début de mandat : 1 ^{er} octobre 2014)	Membre représentant le gouvernement
Mme Sylvie Bourdeau	Membre indépendante
Mme Nicole Bourget	Membre représentant le gouvernement
Mme Marie Bourque (début de mandat : 1 ^{er} octobre 2014)	Membre indépendante
M. Denis Doré	Membre représentant les participants au RREGOP
Mme Mireille Fillion (démission effective le 12 juin 2014)	Membre représentant le gouvernement
Mme Sophie Fontaine-Bégin	Membre représentant les employés participant au RREGOP
M. Richard Fortier	Membre indépendant
M. Robert Gaulin	Membre représentant les pensionnés d'un des régimes de retraite administrés par la CARRA

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 4 – Conseil d'administration

Membres du conseil d'administration	Poste
Mme Lucie Gervais	Membre indépendante
Mme Lucie Godbout	Membre représentant les participants au RRPE
M. Christian Goulet	Président-directeur général
Mme Diane Laperrière	Membre indépendante
Mme Constance Lemieux	Membre indépendante
M. Bernard Turgeon	Membre représentant le gouvernement

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 5 – Conseil d'administration

Liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant :

- a. le nom;
- b. le titre;
- c. la date de début et de fin de leur mandat;
- d. la rémunération;
- e. le curriculum vitae;
- f. les frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

M^{me} Lyne Bouchard

Nommée membre du conseil d'administration le 1^{er} octobre 2014, à titre de membre représentant le gouvernement, pour un mandat de quatre ans.

Titulaire d'une maîtrise en administration des affaires et d'un doctorat en sciences de l'administration (majeure en systèmes d'information), M^{me} Bouchard est professeure agrégée à la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval depuis 2015. Auparavant, elle a été vice-rectrice du campus de Longueuil et vice-rectrice aux technologies de l'information, à l'Université de Sherbrooke, puis sous-ministre associée à la Direction générale des services à l'organisation du ministère de la Justice. M^{me} Bouchard a siégé à plusieurs conseils d'administration et possède le titre IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

Madame Bouchard, nommée en vertu du décret 857-2014, ne reçoit aucune rémunération. Elle est toutefois remboursée des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement (décret 2500-83). Aucun remboursement pour la période du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015.

M^{me} Marie Bourque

Nommée membre du conseil d'administration le 1^{er} octobre 2014, à titre de membre indépendante, pour un mandat de quatre ans.

Titulaire d'un baccalauréat en éducation et ayant complété une scolarité de maîtrise en orientation, Mme Bourque travaille au sein de la firme André Fillion & Associés inc. depuis 2003. Elle a d'abord été conseillère principale en psychologie du travail et coach avant d'y être pigiste-consultante. Auparavant, elle a été directrice des ressources humaines à l'Industrielle Alliance. Elle est membre de l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec et de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés.

Madame Bourque, nommée en vertu du décret 857-2014, ne reçoit aucune rémunération. Elle est toutefois remboursée des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement (décret 2500-83). Remboursement de 29,57 \$ pour la période du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 6 - Demandes de retraite traitées

Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des trois dernières années, en indiquant : a. le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers; b. le nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents et le montant total alloué au paiement de ces heures supplémentaires; c. le délai.			
	2012	2013	2014
Nombre de rentes de retraite traitées	19 556	23 017	20 651
a. Nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers	71	63	50
b. Nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents	7585 hres = 128 095 \$	2743 hres = 97 960 \$	1601 hres = 51 775 \$
c. Délai (jours)	117 jrs	97 jrs	99 jrs

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 7 – Régimes de retraite

Liste de tous les régimes administrés par la CARRA. Inclure :

- le nombre de participants actifs et retraités pour chacun des régimes; présenter l'évolution pour les cinq dernières années;
- le taux de capitalisation en pourcentage pour chacun des régimes; présenter l'évolution pour les cinq dernières années → voir pages suivantes

Régimes de retraite	Nombre de retraités au 31 décembre					Nombre de participants actifs au 31 décembre				
	2010	2011	2012	2013	2014	2010	2011	2012	2013	2014 ⁽²⁾
RREGOP	186 923	197 908	209 628	221 097	232 854	515 683	524 476	533 521	538 122	543 434
RRPE	21 686	22 973	24 437	25 513	26 671	28 382	28 545	28 842	28 961	29 154
RRE	36 831	35 878	35 026	34 212	33 371	125	95	73	55	34
RRF	15 424	14 808	14 276	13 757	13 261	76	47	35	24	15
RRCE	4 925	4 816	4 715	4 611	4 490	43	32	27	26	20
REM	2 006	2 042	2 075	2 139	2 326	1 894	1 868	1 854	1 913	1 925
RRMCM	250	228	224	207	198	--- ⁽¹⁾	--- ⁽¹⁾	--- ⁽¹⁾	--- ⁽¹⁾	--- ⁽¹⁾
RRMSQ	4 138	4 177	4 219	4 283	4 370	5 521	5 630	5 810	5 774	5 725
RRAPSC	1 409	1 452	1 507	1 555	1 607	3 443	3 500	3 568	3 731	3 827
RRMAN	275	326	351	353	355	122	121	120	118	121
Régimes des juges	186	195	205	214	220	264	273	273	288	287
Protecteur du citoyen	9	9	8	7	7	3	3	3	3	3
Régimes particuliers	7	6	6	5	5	0	0	0	0	0
RRHCN	122	115	114	108	99	4	4	1	1	1
RREFQ	118	124	140	157	161	217	205	186	171	165
TOTAL	274 309	285 057	296 931	308 218	319 995	555 777	564 799	574 313	579 187	584 711

1. Il n'y a pas de participant actif à ce régime, car il a été remplacé par le REM.
 2. Sur la base des données préliminaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉROS 8-9-10-11 – Déficits et surplus des régimes de retraite

8. Parmi les régimes de retraite administrés par la CARRA, combien sont en déficit à l'heure actuelle? Montrer l'évolution de ces données entre 2009-2010 et 2014-2015, et fournir les prévisions pour 2015-2016.

9. La somme de l'ensemble de ces déficits, par année, par régime de retraite.

10. Parmi les régimes de retraite administrés par la CARRA, combien ont des surplus à l'heure actuelle? Montrer l'évolution de ces données entre 2009-2010 et 2014-2015, et fournir les prévisions pour 2015-2016.

11. La somme de l'ensemble de ces surplus, par année, par régime de retraite.

Commentaires :

Dans un régime de retraite, le surplus ou le déficit correspond à la différence entre la caisse de retraite constituée et la valeur des obligations actuarielles du régime. Les régimes de retraite administrés par la CARRA peuvent être classés dans les 3 catégories suivantes :

1. **Régimes de retraite pleinement capitalisés** : régimes pour lesquels la totalité des prestations doit être payée de la caisse de retraite constituée à la Caisse de dépôt et placements du Québec (CDP). Les régimes visés sont le Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (**RREFO**), le Régime de retraite des élus municipaux (**RREM**), le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (**RRMCM**), le Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges (**RRCHCN**) et les régimes de retraite particuliers.
2. **Régimes de retraite partiellement capitalisés** : régimes pour lesquels seule une partie des prestations payables du régime doit être payée de la caisse de retraite constituée à la CDP. Ces prestations peuvent être, par exemple, celles à la charge des participants (ex : Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (**RREGOP**), Régime de retraite du personnel d'encadrement (**RRPE**)) ou celles relatives à certaines années de service (ex : Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (**RRMSQ**)), le Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (**RRAPSC**). Pour ces régimes, la portion non capitalisée des prestations est payée du fonds consolidé du revenu.
3. **Régimes de retraite non capitalisés** : régimes pour lesquels la totalité des prestations est payée du fonds consolidé. Les régimes visés sont le Régime de retraite des enseignants(**RRE**), le Régime de retraite de certains enseignants (**RRCE**), le Régime de retraite des fonctionnaires (**RRF**), le Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales (**RRJCOM**), le Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (**RRMAN**), le Régime de retraite de l'administration supérieure (**RRAS**).

Les données des tableaux suivants ont été extraites des états financiers des régimes au 31 décembre des années 2008 à 2013. Compte tenu de l'imprévisibilité des rendements qui seront réalisés par les caisses de retraite en 2014 et 2015, aucune projection n'est effectuée pour les années 2014 et suivantes.

Le premier tableau présente le surplus ou le déficit des régimes pleinement capitalisés et le surplus ou le déficit à l'égard de la portion capitalisée des régimes partiellement capitalisés.

Le deuxième tableau présente, à titre d'information, la valeur de l'obligation actuarielle relative aux régimes non capitalisés ou à la portion non capitalisée des régimes partiellement capitalisés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉROS 8-9-10-11 – Déficits et surplus des régimes de retraite

*Évolution de la situation financière des régimes de retraite partiellement capitalisés ou capitalisés et administrés par la CARRA
du 31 décembre 2008 au 31 décembre 2013
(en milliers de dollars)*

Régimes partiellement capitalisés

	31 décembre 2008				31 décembre 2009				31 décembre 2010				31 décembre 2011				31 décembre 2012				31 décembre 2013			
	Actif constitué	Oblig. act.	Surplus / (Déficit)	% Cap	Actif constitué	Oblig. act.	Surplus / (Déficit)	% Cap	Actif constitué	Oblig. act.	Surplus / (Déficit)	% Cap	Actif constitué	Oblig. act.	Surplus / (Déficit)	% Cap	Actif constitué	Oblig. act.	Surplus / (Déficit)	% Cap	Actif constitué	Oblig. act.	Surplus / (Déficit)	% Cap
RREGOP, portion capitalisée	34,0 G\$	35,6 G\$	(1,6 G\$)	96%	37,3 G\$	37,7 G\$	(0,4 G\$)	99%	41,4 G\$	40,1 G\$	1,3 G\$	103%	42,1 G\$	42,1 G\$	(0,04 G\$)	100%	44,7 G\$	45,8 G\$	(1,1 G\$)	98%	50,1 G\$	49,4 G\$	0,7 G\$	102%
RRAPSC, portion capitalisée																					509,0 M\$	490,2 M\$	18,8 M\$	104%
RRPE, portion capitalisée	5,8 G\$	6,7 G\$	(0,9 G\$)	87%	6,2 G\$	6,9 G\$	(0,7 G\$)	90%	7,0 G\$	7,9 G\$	(0,9 G\$)	89%	7,3 G\$	8,4 G\$	(1,0 G\$)	88%	7,9 G\$	9,0 G\$	(1,1 G\$)	88%	8,7 G\$	10,3 G\$	(1,6 G\$)	84%
RRMSQ, portion capitalisée	124,6 M\$	144,5 M\$	(19,9 M\$)	86%	198,6 M\$	224,5 M\$	(25,9 M\$)	89%	293,9 M\$	306,7 M\$	(12,8 M\$)	96%	369,8 M\$	382,2 M\$	(12,4 M\$)	97%	483,2 M\$	488,7 M\$	(5,5 M\$)	99%	629,3 M\$	609,4 M\$	19,9 M\$	103%
Nombre en surplus			0				0				1				0								3	
Total des surplus			0				0				1,3 G\$				0								0,8 G\$	
Nombre en déficit			3				3				2				3				3				1	
Total des déficits			(2,5 G\$)				(1,1 G\$)				(0,9 G\$)				(1,1 G\$)				(2,2 G\$)				(1,6 G\$)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉROS 8-9-10-11 – Déficits et surplus des régimes de retraite

Régimes capitalisés

	31 décembre 2008				31 décembre 2009				31 décembre 2010				31 décembre 2011				31 décembre 2012				31 décembre 2013			
	Actif constitué	Oblig. act.	Surplus / (Déficit)	% Cap	Actif constitué	Oblig. act.	Surplus / (Déficit)	% Cap	Actif constitué	Oblig. act.	Surplus / (Déficit)	% Cap	Actif constitué	Oblig. act.	Surplus / (Déficit)	% Cap	Actif constitué	Oblig. act.	Surplus / (Déficit)	% Cap	Actif constitué	Oblig. act.	Surplus / (Déficit)	% Cap
RREFQ	144,4 M\$	109,7 M\$	34,7 M\$	132%	155,1 M\$	115,9 M\$	39,2 M\$	134%	173,8 M\$	122,7 M\$	51,0 M\$	142%	177,3 M\$	129,8 M\$	47,6 M\$	137%	189,3 M\$	141,5 M\$	47,8 M\$	134%	207,7 M\$	151,1 M\$	56,6 M\$	138%
RRHCN	57,1 M\$	30,0 M\$	27,1 M\$	191%	60,3 M\$	27,8 M\$	32,4 M\$	217%	64,5 M\$	27,2 M\$	37,4 M\$	238%	64,8 M\$	28,1 M\$	36,7 M\$	231%	68,0 M\$	27,7 M\$	40,2 M\$	245%	72,3 M\$	27,1 M\$	45,2 M\$	267%
RRP	1,0 M\$	1,0 M\$	-	100%	1,0 M\$	1,0 M\$	-	102%	1,0 M\$	0,9 M\$	0,1 M\$	107%	0,8 M\$	0,7 M\$	0,1 M\$	122%	0,8 M\$	0,7 M\$	0,1 M\$	119%	0,8 M\$	0,6 M\$	0,2 M\$	132%
RREM	120,8 M\$	150,9 M\$	(30,2 M\$)	80%	132,9 M\$	157,9 M\$	(24,9 M\$)	84%	150,3 M\$	165,1 M\$	(14,9 M\$)	91%	154,4 M\$	169,6 M\$	(15,3 M\$)	91%	168,8 M\$	176,3 M\$	(7,6 M\$)	96%	192,3 M\$	185,3 M\$	7,0 M\$	104%
RRMCM	7,2 M\$	11,5 M\$	(4,3 M\$)	63%	6,6 M\$	10,9 M\$	(4,2 M\$)	61%	6,2 M\$	10,3 M\$	(4,1 M\$)	60%	4,7 M\$	9,1 M\$	(4,4 M\$)	52%	4,0 M\$	8,7 M\$	(4,7 M\$)	46%	3,3 M\$	8,2 M\$	(4,9 M\$)	41%
Nombre en surplus			2				3				3				3				3				4	
Total des surplus			61,9 M\$				71,7 M\$				88,5 M\$				84,4 M\$				88,2 M\$				109,0 M\$	
Nombre en déficit			3				2				2				2				2				1	
Total des déficits			(34,4 M\$)				(29,2 M\$)				(18,9 M\$)				(19,6 M\$)				(12,3 M\$)				(4,9 M\$)	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉROS 8-9-10-11 – Déficits et surplus des régimes de retraite

Obligations actuarielles au 31 décembre 2013 relatives à la portion non capitalisée des régimes de retraite administrés par la CARRA

Régimes partiellement capitalisés

	Obligations actuarielle s
RREGOP, portion non capitalisée	53 170 130
RRAPSC, portion non capitalisée	412 982
RRPE, portion non capitalisée	11 758 320
RRMSQ, portion non capitalisée	3 438 156
Total	68 779 588

Régimes non capitalisés

	Obligations actuarielle s
RRE	11 706 570
RRCE	1 410 180
RRF	3 927 106
RRAS	1 383 528
RRJCQ	288 528
RPSJCQ	278 385
RRMAN	110 682
RPSMAN	86 717
RPS RREM	46 912
Total	19 238 608

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 12 – Travaux en lien avec des modifications possibles aux régimes de retraite

Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis le 7 avril 2014 en lien avec des modifications possibles aux régimes de retraite administrés par la CARRA, notamment sur le plan du partage des coûts et de l'augmentation de l'âge de départ à la retraite.

La CARRA ne peut fournir les travaux produits pour ses clients (ex. : comités de retraite et parties négociantes), ces derniers en étant propriétaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 13 – Travaux, études, analyses et recherches

Copie des travaux, études, analyses et recherches réalisés depuis 2009-2010, par année financière, par ou pour la CARRA.

De la documentation peut être rendue disponible pour un sujet ciblé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 14 - Plan stratégique 2012-2015

Bilan du Plan stratégique 2012-2015.

Les résultats annuels du Plan stratégique 2012-2015 de la CARRA sont présentés respectivement dans les rapports annuels de gestion (RAG) de la CARRA 2012 et 2013. Le RAG 2014 sera rendu public en juin 2015 (dépôt à l'Assemblée nationale prévu à la deuxième semaine de juin 2015).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉROS 15-16 - Nouveau plan stratégique

15. Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la publication d'un nouveau plan stratégique. Fournir la liste et les dates des rencontres tenues.
16. Échéancier pour la présentation d'un nouveau plan stratégique.

Travaux réalisés en lien avec l'élaboration du futur plan stratégique :
Aucune réalisation n'a mené à une décision de la haute direction de la CARRA.

Rencontres tenues et échéancier pour la présentation d'un nouveau plan stratégique :
Bien que des rencontres aient été tenues à ce sujet, une révision de la stratégie d'élaboration du futur plan stratégique est en cours étant donné le nouveau contexte de regroupement de la CARRA et de la Régie des rentes du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉROS 17-18 - Double rémunération

17. Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec les problèmes de double rémunération pour l'ensemble de la fonction publique.
18. Nombre de cas répertoriés liés au phénomène de la double rémunération.

Veillez vous référer à la demande DG-15i - Personnel en double rémunération.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 19 – Saisies et réductions de rente

Nombre de saisies et de réductions de rente effectuées par la CARRA depuis 2009-2010

Contexte

La CARRA dispose d'un délai légal de 24 mois après la date de la retraite pour détecter et réviser les rentes immédiates. Un délai administratif additionnel de 12 mois peut être utilisé, si nécessaire.

Dans le cadre de la révision légale, une modification à la baisse est généralement due à des données en provenance de l'employeur reçues après la prise de la retraite.

Données

Au 31 décembre 2013 : 2230 rentes ont été révisées à la baisse.

Au 31 décembre 2014 : 909 rentes ont été révisées à la baisse.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 20 - Erreurs de traitement

Nombre d'erreurs de traitement de dossier depuis 2009-2010. Indiquer :

- a. le nombre et le pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers;
- b. le délai;
- c. le nombre de remboursements demandés associés à ces erreurs;
- d. le montant moyen du remboursement demandé;
- e. le montant total lié aux demandes de remboursement;
- f. le nombre d'années en moyenne entre les erreurs et les demandes de remboursement.

La CARRA dispose de plusieurs mécanismes pour minimiser le nombre d'erreurs de traitement et valider la qualité des résultats de calcul qu'elle produit. En effet, des vérifications manuelles et des contrôles de la qualité sont effectuées lors de diverses étapes de calcul (calcul préliminaire ou calcul final) pour les dossiers ayant des caractéristiques de complexité au niveau des calculs ou des données. La mesure de qualité des résultats de calcul de l'organisation est le taux de conformité des rentes, qui s'élève à 98% en 2014.

D'autre part, la CARRA procède à la révision des rentes 24 mois après la date de la retraite afin d'intégrer des changements de données que les employeurs pourraient avoir communiqués à la CARRA après la prise de la retraite de leurs employés. Un délai administratif additionnel de 12 mois peut être utilisé si nécessaire pour réaliser ces révisions. Ce processus existe principalement pour tenir compte des modifications aux données de participation, mais la CARRA peut corriger des erreurs de calculs qui sont décelées lors de cette étape.

La CARRA ne tient pas de statistiques précises sur les raisons qui mènent à des ajustements de rente, mais des validations par échantillonnage ont révélé que la majorité des ajustements de rente effectués sont dus à des modifications aux données de participation et non à des erreurs de traitement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 21 - Projets informatiques

Liste des projets informatiques depuis 2005 :

- a. Présenter l'évolution des coûts pour chacun des dossiers;
- b. Indiquer le nombre de consultants externes et les coûts associés;
- c. Indiquer la somme dépensée depuis 2005, par année financière (et fournir les prévisions pour 2015-2016), pour l'informatique et les technologies de l'information;
- d. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veillez vous référer à la demande de renseignement général numéro 12.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 22 – Fusion

Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec une fusion possible de la CARRA avec la Régie des rentes.

La CARRA n'a pas effectué de travaux, d'études, d'analyses ou de recherches en lien avec une fusion possible au cours de la période de référence.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 23 - Contrats

Depuis 2005, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autres);
- c. copie du contrat;
- d. copie du résultat;
- e. le coût du contrat.

Concernant la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, l'information relative aux contrats est présentée dans le tableau ci-dessous.

Concernant la période du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015,

- Pour les contrats de moins de 25 000 \$, veuillez référer à la fiche DG-07 de l'étude des crédits 2015-2016.
- Pour les contrats de plus de 25 000\$, veuillez référer aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

En ce qui a trait à l'information sur les contrats octroyés avant le 1^{er} avril 2013 et obtenir copies de tous les contrats octroyés depuis 2005, en considération du volume élevé de données que ces demandes représentent et en raison des règles d'archivage des contrats, l'information relative à ces demandes n'est pas jointe.

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
		(seuil > 1 000 et < 25 000)	
Adaptive protocols inc. (ADAPTIVA)	Licence pour serveur	1 350,04	G
Alfid Services immobiliers Ltée ¹	Surveillance et suivi des alarmes provenant de la CARRA à la console Métasys	1 187,67	G
Alfid Services immobiliers Ltée	Travaux de peinture au 7 ^e étage du 475, St-Amable, Québec	4 955,50	G
Alfid Services immobiliers Ltée	Travaux de peinture au 5 ^e étage du 475, St-Amable, Québec	10 783,38	G
Alfid Services immobiliers Ltée	Travaux divers 2013	3 833,54	G
Alfid Services immobiliers Ltée	Travaux électriques au 7 ^e étage du 475, St-Amable, Québec	1 534,86	G
Alfid Services immobiliers Ltée	Climatisation 5 ^e étage du 475, St-Amable, Québec	4 400,00	G
Ameublements Tanguay	Réfrigérateurs (3) salle de repos au 150, René-Lévesque, Québec et 140, Grande Allée, Québec	2 250,00	G
Ameublements Tanguay	Réfrigérateurs (2) salle de repos du 5 ^e étage au 475, St-Amable, Québec	1 798,00	G
Angèle Bergeron	Services spécialisés dans le domaine de la participation aux régimes de retraite administrés par la CARRA	16 000,00	G
AON Conseil	Évaluations actuarielles RREGOP et RRPE 2013	21 000,00	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

AOP : Appel d'offres public

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 23 - Contrats

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Aplustransition	Services-conseils d'un spécialiste en matière de comportements collaboratifs afin d'améliorer la collaboration opérationnelle au sein de la vice-présidence aux services à la clientèle	22 500,00	G
Bell Canada	4 disques RPM pour le Virtual pool	3 688,00	AOI
Bell Canada	Licence Websence et accompagnement	16 406,50	AOI
Bell Canada	Licence Websense	4 690,00	AOI
Brassard Buro	Support écran	1 898,40	AOI
Carole Lalonde	Formation sur les principaux enjeux et défis en gestion de changement aux membres du CA de la CARRA	1 225,00	G
Centre Microbur enr.	Formations spécialisées en français pour les employés de la CARRA	21 300,00	G
Centre Microbur enr.	Formations spécialisées en français pour les employés de la CARRA	18 320,00	G
Clinique d'expertises médicales du Québec	Opinions médicales sur des demandes de rente d'invalidité et de prestations pour maladie en phase terminale	20 800,00	G
Cominar	Travaux de construction d'un bureau au 15 ^e étage du 150, René-Lévesque, Québec	17 070,24	G
Cominar ²	Travaux de ventilation aux 8 ^e et 9 ^e étages du 150, René-Lévesque, Québec	7 177,00	G
Compugen systèmes	Licences Acrobat Pro version 7	1 993,70	G-CSPQ
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Impression laser novembre 2013	1 366,39	G
Copiexpress L'Imprimeur Conseil	Impression dépliants « Questions de retraite »	1 920,45	AOI
Copiexpress L'Imprimeur Conseil	Impression dépliants « Questions de retraite »	2 098,56	AOI
CSPQ	Services informatiques de transfert sécurisé de fichiers (TSP)	24 112,00	E
CSPQ	Services informatiques sur la plateforme centrale dans l'environnement partagé (PFC-C)	20 930,00	E
CSPQ	Enveloppes E-232	16 067,40	G-CSPQ
Datamark Systems	Impression de chèques	3 388,00	G
DE MARQUE INC.	Licence Petit Robert	1 551,01	G
Dell Computer Corporation Canada	Serveur Dell	12 419,51	AOI
Dell Computer Corporation Canada	Station d'accueil	1 477,20	G
Dell Computer Corporation Canada	Moniteur CSPQ	8 423,40	G-CSPQ
Dell Computer Corporation Canada	Renouvellement avec support des licences Erwin	4 946,65	G
Dell Computer Corporation Canada	Support pour ordinateur portable	1 483,18	G
Dell Computer Corporation Canada	Renouvellement du support pour les 5 licences « Erwin Modeling »	6 043,66	AOI

AOI : Appel d'offres sur invitation

AOP : Appel d'offres public

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 23 - Contrats

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Déménagement et transport Dolbec inc.	Aménagement	2 671,10	G-CSPQ
Déménagement et transport Dolbec inc.	Aménagement	1 357,40	G-CSPQ
Déménagement et transport Dolbec inc.	Aménagement	4 983,92	G-CSPQ
Déménagement et transport Dolbec inc.	Aménagement	1 000,54	G-CSPQ
Déménagement et transport Dolbec inc.	Aménagement	1 045,06	G-CSPQ
Diane Gagné	Soutien technique en dotation	24 864,00	G
Doris Labrecque	Traitement des plaintes au Bureau des plaintes	15 000,00	G
Ecrion Software, installation et réaménagement de bureau inc.	XF Rendering au 31 mars 2015	1 506,17	G
En Marge Design	Aménagement	1 260,00	AOI
ÉNAP	Entente concernant l'évaluation à des fins de sélection pour deux postes d'encadrement	18 800,00	E
ÉNAP	Entente concernant l'évaluation à des fins de sélection pour deux postes d'encadrement	23 950,00	E
ENTRUST INC.	Certificat de sécurité Entrust au 23 mai 2014	8 059,75	G
Enveloppe Concept	Réapprovisionnement d'enveloppe	2 826,00	AOI
Enveloppe Concept	Enveloppe E-462	1 288,80	AOI
Enveloppe Concept	Enveloppe E-03	1 991,00	AOI
Équipement de restaurant Bouchard	Micro-onde	3 450,00	G
Équipement de restaurant Bouchard	Micro-onde	1 150,00	G
Estelle Prévost	Services spécialisés dans le domaine de l'adhésion et de la qualification au RRPE	24 150,00	G
EXTAL, installation et réaménagement de bureau inc.	Mobilier usagé	3 500,00	G
Fournier et associés, consultants géopolitiques inc.	Conférenciers pour le séminaire du 9 octobre 2013, sur les placements	1 300,00	G
Fresche solutions inc.	Maintenance et soutien pour licence Media	2 931,00	G
Fujitsu Conseil	Installation et configuration du système de gestion des accès IPEV	1 995,00	G
Fujitsu Conseil	Installation de lecteurs de gestion des accès	1 400,00	G
Fujitsu Conseil	Contrat de maintenance de Macroscope	7 304,64	G
Future-Net	Casque d'écoute	1 300,00	G
Future-Net	Casque d'écoute	1 681,25	G
GPBL inc.	Évaluation de la maturité organisationnelle en matière de gestion de portefeuille, programmes et projets	23 055,00	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

AOP : Appel d'offres public

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 23 - Contrats

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
HEC Montréal	Formation sur le leadership de gestion	5 000,00	E
HEC Montréal	Formation sur le leadership de gestion pour les gestionnaires	5 000,00	E
Hypertec systemes	Ordinateur CSPQ	1 451,92	G-CSPQ
Hypertec systemes	Casque d'écoute	1 072,50	G
Hypertec systemes	Moniteur	4 590,00	G-CSPQ
IMDS Canada inc.	Maintenance numériseur Kodak	4 082,36	G
IMDS Canada inc.	Maintenance sur le logiciel Ad'doc IIM	17 194,51	G
IMDS Canada inc.	Numériseurs Fujitsu	3 640,00	G
Impression Bourg-Royal inc.	Impressions des évaluations actuarielles RREGOP et RRPE	1 727,00	G
Impression Bourg-Royal inc.	Impression des « Bulletin RREGOP et RRPE »	1 399,02	G
Impression Bourg-Royal inc.	Impression des « Bulletin en bref »	1 052,84	G
Imprimerie Blouin	Impression dépliants « Questions de retraite »	1 770,00	G
Imprimerie des Chutes	Impression dépliants « La coordination de votre régime de retraite »	2 222,00	G
Imprimerie des Chutes	Réapprovisionnement formulaire « Demande de rachat de service »	3 073,00	G
Imprimerie Joseph Clermont	Impression de dossiers avec diviseurs	1 396,00	G
Imprimerie Le Roy-Audy	Impression bulletin « Coup d'œil RRPE »	2 675,00	G
Imprimerie Raymond Simard	Impression brochures « Rachat de service »	1 275,00	G
Informatique EBR	Réceptacle pour imprimante (style boîte aux lettres)	1 890,00	G-CSPQ
Informatique EBR	Disque dur et réceptacle	1 718,00	G-CSPQ
Informatique EBR	Moniteur 22 pouces	10 755,00	G-CSPQ
Informatique EBR	Imprimantes C3 et C4	8 629,51	G-CSPQ
Informatique EBR	Imprimantes Lexmark MS811	6 977,39	G-CSPQ
Informatique EBR	Imprimantes Lexmark MS811dtn et C792dte	11 933,75	G-CSPQ
Informatique Procontact	Commutateur Cisco	8 160,00	AOI
Informatique Procontact	Commutateurs pour le 140, Grande Allée, Québec (5 ^e et 7 ^e étages)	6 120,00	AOI
Innovation Consultants Gamonnet Vachon Ltée	Accompagnement personnalisé d'une gestionnaire de la CARRA - Programme gouvernemental pour les directrices et directeurs généraux de l'administration de la fonction publique québécoise.	1 500,00	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

AOP : Appel d'offres public

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 23 - Contrats

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Insight	Barrette de mémoire	13 065,60	AOI
Insight	Licence XIAN (jalasoft)	1 559,29	G
Irisco du Québec inc.	Migration Autocad 2014	1 610,00	G
Irisco du Québec inc.	Licence Autocad	1 483,18	G
Le groupe Neurones	Tasses logo 40 ^e anniversaire	4 287,50	AOI
Les entreprises Goldcrest Ltée (Landmark) ³	Travaux de peinture	9 489,12	G
Les entreprises Goldcrest Ltée (Landmark)	Travaux de serrurerie	1 140,87	G
Les entreprises Goldcrest Ltée (Landmark)	Travaux d'électricité	3 668,89	G
Les entreprises Goldcrest Ltée (Landmark)	Travaux de plomberie	1 086,50	G
Les entreprises Goldcrest Ltée (Landmark)	Travaux d'électricité	4 464,72	G
Les Services actuariels (S.A.I.) inc.	Évaluation actuarielle pour le RRMSQ	13 250,00	G
Les solutions Victrix inc.	Jetons SafeNet	1 448,65	G
Les solutions Victrix inc.	Licence McAfee	2 772,50	G-CSPQ
Les solutions Victrix inc.	Licence McAfee Move Virtuel	2 272,20	G-CSPQ
Lexmard Canada	Entretien d'imprimante et fourniture d'encre	5 000,00	G
Louis Sormany	Développement d'une formation à l'attention des membres du Comité de retraite RRAPSC	1 800,00	G
MAB Profil inc.	Mobilier de salle de repos	8 682,31	G
Mercer Canada Limitée	Avis pour le comité de retraite RRPE sur le traitement fiscal	5 000,00	G
Meubles normalisés Québec	Ameublement	2 430,01	G-CSPQ
Meubles normalisés Québec	Fauteuils	1 901,70	G-CSPQ
Meubles normalisés Québec	Fauteuils multitaâches	1 773,90	G-CSPQ
Michel Furois	Transfert d'expertise dans le règlement des rentes spécialisées	17 402,00	G
Michel Furois	Transfert d'expertise dans le règlement des prestations sans lien d'emploi et des prestations de décès	5 000,00	G
Micro Logic Sainte-Foy	Licences Nworks	1 530,48	G
Micro Logic Sainte-Foy	iPad (pour vice-présidence)	1 902,30	G
Micro Logic Sainte-Foy	Graveur	1 962,25	G
Micro Logic Sainte-Foy	Licences Antidote RX	1 080,00	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

AOP : Appel d'offres public

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 23 - Contrats

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Micro Logic Sainte-Foy	Licences Antidote RX	1 620,00	G
Micro Logic Sainte-Foy	Licences Antidote RX	2 160,00	G
Micro Logic Sainte-Foy	Renouvellement maintenance Veeam NETWORKS	2 647,60	G
Micro Logic Sainte-Foy	Maintenance vRanger Pro Back Up	5 828,98	AOI
Micro Logic Sainte-Foy	AirWatch licence	5 633,14	G
Mobilier de bureau MBH	Fauteuils pour ergonomie	1 243,00	G
NI Produits, division de corporation norme internationale	Bac Multiplus	2 271,60	G
NI Produits, division de corporation norme internationale	Bac Multiplus	2 270,00	G
Normandin Beaudry, actuaire conseil inc.	Témoin expert, actuaire-conseil	10 000,00	G
Norton Rose Canada	Ententes de transfert conclues en vertu de la Loi sur le RREGOP et de la Loi sur le RRPE-Demande d'opinion juridique	18 000,00	G
Novaxis solutions inc.	Banque de données	3 287,34	G
Pitney Bowes	Équipement salle de courrier	5 047,52	G-CSPQ
Présence informatique	Installation d'un support pour projecteur	4 326,00	AOI
Présence informatique	Projecteur	2 130,00	AOI
Présence informatique	Projecteur	1 652,00	AOI
Présence informatique	Casque d'écoute	1 516,00	AOI
Prévention incendie Safety first	Entretien des extincteurs	4 292,39	G
Prévention incendie Safety first	Inspection visuelle sur les systèmes Novec 1230	1 800,00	G
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Formation à l'intention des gestionnaires de la CARRA en matière de santé des personnes au travail	6 000,00	G
Régulatech	Travaux de corrections de problèmes dans Maxsys	2 053,94	G
Régulatech	Raccord en série de 3 relais de Johnson Controls	1 344,32	G
Renée Deveault	Dispenser des services infirmiers gratuits aux employés de la CARRA	1 000,00	G
REP Solution interactive Inc.	Hébergement et compilation de sondage sur serveur sécurisé (l'outil Openfield Sondage)	2 500,00	G
Safety First	Inspection incendie	1 249,50	G
Sani-Fontaines Inc.	Installation de deux refroidisseurs d'eau	1 150,00	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

AOP : Appel d'offres public

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 23 - Contrats

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Sécurité optimale	Installation de lecteurs	1 046,80	G
Serrurerie contrôle	Travaux de serrurerie	2 756,25	G
Société de contrôle Johnson	Vérification d'alarme	1 188,00	G
Société de contrôle Johnson	Travaux climatiseur UR-4 et UR-8	2 956,20	G
Société de contrôle Johnson	Travaux ajout d'une alarme commune UR-4 et UR-8	2 710,00	G
Société de contrôle Johnson	Installation moteur fan	1 650,00	G
Société de contrôle Johnson	Travaux d'ajout d'une alarme de lockout sur des unités Marvair sur Métasys	2 325,00	G
Société de contrôle Johnson	Ajout d'une console de gestion ADS	6 674,00	G
Société de contrôle Johnson	Travaux de remplacement d'un compresseur	9 300,00	G
Société de contrôle Johnson	Problème sur unité de réfrigération	1 006,33	G
Société de contrôle Johnson	Alarme haute température	1 575,00	G
Société de contrôle Johnson	Service de réparation	1 126,76	G
Société de contrôle Johnson	Appel de service du 16 et 17 février 2014	2 967,02	G
Softchoice corporation	Accès au contrat CSPQ Mise à jour des postes	20 826,00	G-CSPQ
Softchoice corporation	Licence Visio	10 288,80	G-CSPQ
SOM inc.	Évaluation de nouveaux documents destinés à la clientèle	14 500,00	G
Sono Vidéo inc.	Projecteurs	1 378,26	G
SPB Psychologie organisationnelle inc.	Coaching de gestion de carrière	2 375,00	G
SPB Psychologie organisationnelle inc.	Coaching de gestion de carrière	2 700,00	G
SPB Psychologie organisationnelle inc.	Coaching de gestion de carrière	1 750,00	G
SPB Psychologie organisationnelle inc.	Diagnostic du climat organisationnel d'une unité administrative	13 000,00	G
Stanex	Remplacement de 2 batteries en défaut	4 136,80	G
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Fourniture magasin	1 503,84	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ

AOI : Appel d'offres sur invitation

AOP : Appel d'offres public

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 23 - Contrats

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	1 236,53	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Fourniture magasin	1 777,86	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Fourniture magasin	1 232,14	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Fourniture magasin	1 936,00	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	1 292,80	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Fourniture magasin	1 028,38	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Supremex	Fourniture magasin	1 094,36	G-CSPQ
TEK Graphix	Réapprovisionnement enveloppe	2 259,60	AOI
Teknion Roy & Breton	Équipement de micro-perforation	5 495,00	AOI
Teknion Roy & Breton	Mobilier	1 761,20	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Mobilier	4 346,35	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Mobilier	5 105,55	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Mobilier	5 105,55	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Ameublement projet : 004-0475-057-PAT	4 938,85	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Ameublement projet : 004-0475-058-AB	4 632,50	G-CSPQ
Transcontinental	Ameublement 12 ^e étage du 150, René-Lévesque, Québec	3 082,98	G-CSPQ
Trinôme Conseil	Impression du Rapport annuel de gestion 2012	8 931,00	AOI
Versalys	Évaluation actuarielle pour le RREM	13 250,00	G
Vidéotron Ltée	Formations sur la gestion du temps et des priorités pour les chefs de service et de division de la CARRA.	10 880,00	G
Vidéotron Ltée	Abonnement Vidéotron	3 812,94	G

AOI : Appel d'offres sur invitation
 AOP : Appel d'offres public
 E : Entente
 G : Gré à gré
 G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
NUMÉRO 23 - Contrats

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1 ^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats entre 1 000 \$ et 25 000 \$ ventilé par fournisseur.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Vidéotron Ltée	Abonnement Vidéotron	3 812,94	G
Vinci Park	Abonnement Vidéotron	3 812,94	G
Winklevoss technologies, LLC	Coupon de stationnement	1 152,00	G
Zins Beauchesne et associés Ltée	Renouvellement de la clé pour l'accès au logiciel Proval	12 360,00	G
Zoho corporation (Manage Engine)	Réalisation du traitement et de l'analyse des résultats du sondage sur la mobilisation du personnel	5 000,00	G
	Licence Manage Engine NetFlow Analyser 250 interfaces - Edition professionnel	1 577,41	G
		Total : 1 065 739,71	

¹ Ce fournisseur étant le gestionnaire de l'immeuble du 475, rue Saint-Amable, nous avons l'obligation d'utiliser ses services ou ceux désignés par le propriétaire.

² Ce fournisseur étant le propriétaire de l'immeuble du 150, boul. René-Lévesque, nous avons l'obligation d'utiliser ses services ou ceux désignés par celui-ci.

³ Ce fournisseur étant le gestionnaire de l'immeuble du 140, Grande Allée, nous avons l'obligation d'utiliser ses services ou ceux désignés par le propriétaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 23 - Contrats

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats de 25 000 \$ et plus ventilé par fournisseur			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 25 000 \$)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Alithis Services-Conseils Inc.	Positionnement technologique - Virtualisation des postes de travail	97 200,00	AOI
Alithya, CGI, R3D Conseil Inc., Lambda	Services professionnels en architecture d'entreprise, bureau de projets et du conseil stratégique à la DGPP (Contrat à exécution sur demande)	1 442 980,00	AOP
André Lortie	Expert-conseil en matière de traitement de dossiers de réexamen	49 000,00	G
Aon Hewitt	Approches pouvant être utilisées par le fonds du RREGOP pour gérer les risques de taux d'intérêt, d'inflation et des marchés boursiers	51 875,00	AOI
Bell Canada	Acquisition d'espace de stockage (SAN)	180 883,99	AOP
Bell Canada	Acquisition de licences VMWare	268 856,80	G-CSPQ
CGI, Nurun Inc.	Services professionnels dans les domaines de la sécurité de l'information et de la gestion de risques (Contrat à exécution sur demande)	1 963 500,00	AOP
CGI	Ressources en assistance aux opérations	9 499 835,00	AOP
CGI	Impressions RISE - Année 2014	360 000,00	G-CSPQ
CGI	Impression CGI - Février 2013	70 446,47	G-CSPQ
CPU Design Inc.	Maintenance pour le service « CA Services Catalog » 2013-2014	48 000,00	G
CSPQ	Entente de prêt de service de ressources réalisant des tâches d'agent de bureau technique	150 000,00	E
CSPQ	Services informatiques des infrastructures sur la plateforme intermédiaire (PFI)	102 924,00	E
CSPQ	Câblage	30 885,01	G-CSPQ
CSPQ	Impressions enveloppes E-232	27 028,58	G-CSPQ
Diane Gagné	Services professionnels en gestion de la main-d'œuvre	28 896,00	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

AOP : Appel d'offres public

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 23 - Contrats

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats de 25 000 \$ et plus ventilé par fournisseur			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 25 000 \$)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
ESI Technologies	Support pour les licences NetbackUp	76 294,79	AOI
Extal	Aménagement de 102 postes de travail et contraction de 40 postes de travail	42 675,00	G
Fujitsu Conseil (Canada) inc.	Renouvellement du support pour IPEV (gestion des accès aux locaux)	27 440,00	G
Géologie Québec	Conversion en format numérique de bobine	25 000,00	E
Groupe LGS	Entretien et évolution des systèmes de mission 2013-2016	10 230 000,00	AOP
Groupe LGS	Services d'entretien et de support sur le progiciel d'administration des régimes de retraite	200 100,00	G
Groupe LGS	Réalisation de travaux d'architecture organique 2013-2016	1 342 000,00	G
Groupe LGS	Frais d'entretien et d'évolution pour le progiciel Ariel	206 818,17	G
Groupe LGS	Frais d'entretien et d'évolution pour le progiciel Virtuo	90 909,09	G
Groupe LGS	Entretien et évolution des systèmes de mission 2013-2016	10 230 000,00	AOP
Hypertec Systèmes Inc.	Acquisition de moniteurs Dell	40 011,15	G-CSPQ
Hypertec Systèmes Inc.	Acquisition d'ordinateurs et de portables	226 639,95	G-CSPQ
Informatique EBR	Imprimante départementale monochrome	33 683,78	G-CSPQ
Knightsbridge gestion du capital humain Inc.	Révision de la structure de gouvernance de la CARRA	30 000,00	G
La Société Conseil Lambda Inc.	Soutien des progiciels et des logiciels 2014-2017	1 313 900,00	AOP
Les entreprises Goldcrest Ltée	Travaux de remplacement des tapis	33 543,70	G
Les Services conseils Abna Inc., Conseillers en gestion et informatique CGI, La Société Conseil Lambda Inc.	Services professionnels dans les domaines du soutien administratif, de la gestion de projets et du conseil stratégique à la VPSC (Contrat à exécution sur demande)	2 626 792,00	AOP

AOI : Appel d'offres sur invitation

AOP : Appel d'offres public

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 23 - Contrats

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats de 25 000 \$ et plus ventilé par fournisseur			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 25 000 \$)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Les Services Conseils Systématix Inc.	Réalisation des travaux d'architecture fonctionnelle 2013-2016	1 373 560,00	AOP
Magil Laurentienne Gestion Immobilière Inc.	Aménagement du 333, St-Amable	26 894,86	G
MédiSolution	Frais de support pour le progiciel Virtuo	38 128,00	G
Microsoft Canada	Microsoft Premier	231 440,00	G
Morneau Shepell	Entretien, développement et paramétrage du progiciel ARIEL	1 167 800,00	G
Morneau Shepell	Entretien, amélioration et développement des composantes du progiciel ARIEL	7 011 960,00	G
Nurun Inc.	Architecture technologique et de sécurité 2013-2016	1 768 046,00	AOP
Nurun Inc.	Programme d'évolution et de rehaussement des infrastructures technologiques 2014-2017	4 222 274,00	AOP
Nurun Inc.	Services professionnels d'une spécialiste en soutien administratif - PCO	33 280,00	G
Nurun Inc.	Soutien au centre d'assistance en sécurité	54 000,00	G
Oracle Corporation du Canada Inc.	Maintenance Siebel 2013-2014	69 037,92	G
Oracle Corporation du Canada Inc.	Maintenance pour la librairie 2013-2014	27 717,54	G
Oracle Corporation du Canada Inc.	Support pour les serveurs SUN	34 905,26	G
Oracle Corporation du Canada Inc.	Support pour les licences Database	60 885,45	G
Pitney Bowes	Recharge du compteur postal	100 000,00	G
Pitney Bowes	Recharge du compteur postal	100 000,00	G
Pitney Bowes	Recharge du compteur postal	100 000,00	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

AOP : Appel d'offres public

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE
 NUMÉRO 23 - Contrats

Liste des contrats donnés à l'externe pour la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014 pour les contrats de 25 000 \$ et plus ventilé par fournisseur			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 25 000 \$)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
R3D Conseil Inc.	Services d'accompagnement pour la réalisation des travaux visant l'implantation des phases SIGR2 L2 et SGR3 de la Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR)	573 160,00	AOP
R3D Conseil Inc., Abna, Société Conseil Groupe LGS, OSI, SIRIUS, CGI, Systématix	Services professionnels dans les domaines du soutien administratif, de la gestion de projets et du conseil stratégique à la VPA (Contrat à exécution sur demande)	3 897 740,00	AOP
Réjean Trottier	Expertise-conseil en relations de travail	37 800,00	G
Réjean Trottier	Services professionnels en relation de travail	28 650,00	G
Renfort 2006 Inc.	Présentation des ateliers «Les régimes de retraite» dans le cadre du programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	88 000,00	AOI
SAS Institute Canada	Support pour les licences SAS Serveur	43 120,00	G
Softchoice Coporation	Acquisition de licences Windows et Office	231 750,00	G-CSPQ
Stanex	Entretien préventif pour les unités d'alimentation sans coupure (ASC)	46 255,00	G
Sylvie Gravel	Spécialiste dans le traitement des plaintes et des signalements à la Direction des opérations spéciales	28 000,00	G
Techno Conseil TC	Soutien des infrastructures technologiques 2014-2017	1 649 900,00	AOP
Teknion Roy & Breton Inc.	Acquisition de mobilier intégré	107 748,90	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton Inc.	Acquisition de mobilier intégré	65 089,20	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton Inc.	Acquisition de mobilier intégré	43 574,43	G-CSPQ
		Total : 54 178 835,04 \$	

AOI : Appel d'offres sur invitation

AOP : Appel d'offres public

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

COMMISSION ADMINISTRATIVE
DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 119 – Plaintes

Évolution annuelle du nombre de plaintes à la CARRA depuis 2005. Spécifier la cause principale de la plainte.

Voir demande de renseignement particulier de l'opposition officielle numéro 1.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
 NUMÉRO 120 – Consultants informatiques

Évolution du nombre de consultants informatiques à la CARRA depuis 2005.			
	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Nombre de consultants informatiques	105	112	99
Données au 31 mars de chaque année			

